_transact! 6

COMMENT TA LIBERTÉ EST LIÉE À LA MIENNE?

DE L'ORGANISATION MIXTE, DU POUVOIR DE DÉFINITION ET DE CRITICAL WHITENESS

La version francaise

Photos page 1 et 2:
L'action du reseau NoLager au camp d´isolement des refugiés à Bahnsdorf/Brandenburg, 2005
[Photo: Fadl/Umbruch Bildarchiv]

Transact

„Transact!" Un slogan qui exprime notre conviction commune qu'il faut connecter les luttes regionales, transregionales et transnationales. Dans ce sens nous cherchons les possibilités du „crossover", des rapprochements entre les differents mouvements partielles et entre les personnes gauches plus ou moins radicales. Pour nous il s´agit de jonctions entre les differents realités et luttes sociaux – une condition centrale pour resister contre la disparité globale d'exploitation. Nous en rapportons à une grande diversité des luttes quoditiennes et aux mouvements sociaux même si celles-ci ne s'expriment pas dans une manière politique. „Transact!" est basé sur l´engagement des militant-e-s de Berlin, Bremen (NoLager), Hanau (kein mensch ist illegal) et Vienne. Nous n'organisons pas des propres actions, mais participons aux plusieurs reseaux et projets – depuis 2009 particulièrement à Welcome to Europe et Afrique-Europe-Interact.

Mentions legales

Langues

Cette brochure est disponible en allemand, anglais et francais. Nous vous envoyons des exemplaires suplémentaires à votre demande si possible contre une petite donation. En plus les versions PDF et les textes en fichier DOC peuvent être téléchargé de notre site web ou sur → www.afrique-europe-interact.net (sous la rubrique „materiaux) et distribué librement.

Traductions

Nous remercions vivement tous et toutes qui ont aidé avec les traductions! Sans ce soutien il n'aurait pas été possible de realiser cette brochure en trois langues: Anika, Bärbel, Britta, Christine, Daniel, Gerlinde, Gerrit, Hanny, Isabelle, Julia Lu, Léa, Lucie, Maurice, Mayyasa, Nina, Rilka, Sascha et et quelques autres.

Photos

Les photos dans cette brochure montrent les actions du reseau NoLager (2002-2007), de boats4people (2012), de Welcome to Europe et de Afrique-Europe-Interact. Ainsi, nous voulons renvoyer aux les processus transidentitaires et transnationales qui sont la base pour la majorité des examples dans nos textes. Merci beaucoup aux photographes: Jasmin Alt, Leona Goldstein, Makombe, Marily Stroux, Umbruch Bildarchiv et Tim Zülich.

Edition

Primière edition, fevriér 2014
1000 exemplaires (allemand)
et chaque fois 250 (en francais et anglais)

Mise en page

Christian Jakob

Prix

Nous serions content-e-s d'une donation
de 1 à 3 Euros par exemplaire.

Soutien financière

Projet spécial, subventionné par
des Etudiant-e-s autrichien-ne-s
et des Etudiant-e-s à l´université de Vienne

Table des matières

I. Introduction

04 **Éditorial**
Pourquoi cette brochure?

II. Le pouvoir de definition

06 **«N'attendons pas jusqu'à l'escalade»**
Interview concernant différentes expériences avec le Pouvoir de Définition depuis les années 1990.

11 **Un regard renouvelé sur le pouvoir de définition**
Quelques remarques sur la gestion collective du problème des violences sexualisées, racistes et autres dans les mouvements sociaux

16 **Des relations confidentielles comme la question centrale**
Le traumatisme et comment faire face à un traumatisme

III. L'organisation mixte

18 **Si le désir est émis pour continuer ensemble**
Antiracisme et différence: Exemples d'expériences tirés de processus d'organisations mixtes

23 **La Critical whiteness comme catalysateur**
Les expériences de l'organisation transidentitaire et transnationale

IV. Les Interviews

28 **«L'étiquette "supporter"comme un moyen de se tenir en dehors»**
Entretien avec Rex Osa (The Voice Refugee Forum)

31 **«Quand quelque-chose m'énerve, je le dis»**
Entretien avec Newroz Duman (Jugendliche ohne Grenzen/Jeunes sans Frontières)

34 **«Se rencontrer sans cette différence de niveau est au centre"**
Entretien avec Riadh Ben Ammar (Afrique-Europe-Interact)

37 **«Notre but est de construire un bloc»**
Interview avec Alassane Dicko de Bamako (Association Malienne des Expulsés/AME)

V. Service

39 **Pour en savoir plus**
Quelques liens et informations sur les sujets de cette brochure

Des militant-e-s NoLager chez le sommet G 8 à Heiligendamm/Allemagne en 2007 [Photo: Umbruch Bildarchiv]

ÉDITORIAL

Pourquoi cette brochure?

Les débats extrêmement controversés au No Border Camp de l'été 2012 à Cologne sont le point de départ de cette brochure. L'altercation tournait autour de concepts fondamentaux tels que Critical Whiteness (l'analyse critique de la blanchité), le pouvoir de définition (Definitionsmacht) et l'organisation transidentitaire ou transnationale. Derrière ces discussions se posait la question de pouvoir identifier dans quelle mesure il y aurait des comportements racistes d'activistes blanc*hes au sein des réseaux antiracistes, comment se comporter lors de telles situations et ce que cela signifie pour la coopération quotidienne entre activistes de positions sociales différentes. Le problème central : les conflits à Cologne ont été tellement attisés par certains groupes qu'une compréhension productive sur des expériences, des avis et des façons de procéder différentes n'a pas du tout été possible. A la place de ça, il y a eu au camp de nombreuses blessures morales, déceptions et désillusions. Ça n'a pas seulement été fatal en raison de disputes politiques (incluant des personnes se mettant en retrait et un désarroi massif). Non, en plus de ça, l'analyse critique de la blanchité tout comme le pouvoir de définition ont perdu de leur sens initial au cours de l'altercation, jusqu'à en être même discrédité.

C'est pour cette raison que nous souhaitons, à travers cette brochure, apporter notre contribution aux réflexions et développements futurs concernant les questions et enjeux soulevés ici. Il est incontestable que violence, discrimination et domination existent également et à grande échelle dans les mouvements sociaux, tout simplement parce que les activistes ont toujours été et sont

partie intégrante de ces relations sociales, qui devraient être surmontées en fait. D'ailleurs, contrairement à ce qui a été prétendu à Cologne, il n'est pas vrai que le mouvement antiraciste l'aurait nié à l'unisson ces 20 dernières années, et que par la suite des activistes blanc*hes auraient pour ainsi dire été contraint*es à mener une réflexion personnelle sur leurs propres racismes, dominations et privilèges non réfléchis. Il est plus important de retenir qu'il y a déjà de nombreuses expériences sur la façon de réagir face à de tels comportements, sans que ca aboutit à de nouvelles disputes ou à un approfondissement des lignes de séparation et de hiérarchie de la société se reproduisant en permanence de tout facon. Notre souhait est donc de mettre à la discussion des instruments qui ont à nos yeux déjà fait leurs preuves, et ce dans deux situations très différentes : d'une part lors de nos participations à des luttes antisexistes dans les années 90, d'autre part lors de nos activités à long terme au sein de processus d'organisation mélangées, que ce soit dans des luttes locales pour le Droit de rester (Bleiberecht) ou dans des luttes suprarégionales à travers le réseau NoLager (2002-2007), Afrique-Europe-Interact ou Welcome to Europe (les deux derniers depuis 2009).

Dans ce contexte, il nous est important de faire une rétrospective sur l'histoire des mouvements en particuliers, car les processus de transformation des mouvements sociaux deviennent de plus en plus dissolus, entre autre parce que de nombreux activistes ne restent que quelques années encore actifs*actives (dans le meilleur des cas). Il en résulte un oubli historique général avec la répétition encore et toujours de nombreux débats, sans prendre en considération les erreurs ou les acquis du passé. Sous tout point de vue, on ne peut pas se permettre un tel point mort.

Concernant à présent ce qui a été atteint : pour des raisons pragmatiques, il nous est important de souligner ce qui a été transformé de façon positive. En même temps, nous sommes loin de vouloir diminuer les problèmes. Justement parce que nous nous trouvons quotidiennement dans des processus d'organisation mélangées, nous sommes en permanence confrontés aux contradictions, déficits et gouffres au sein de notre propre structure. Ce n'est donc pas par hasard si nous traitons cette question en détail dans les deux articles en IIIe partie de cette brochure.

De plus, nous pouvons bien comprendre (de part notre vécu) que des personnes touchées par des discriminations, exclusions et violences perdent parfois contenance, qu'il s'agisse de People of Colour, activistes-refugies*ées, femmes, LGBTI (Lesbienne, Gay, Bi, Transgender/Transsexuel et Inter) ou personnes en surpoids. Pourtant, nous estimons que beaucoup de conclusions tirées à Cologne sont erronées. C'est pour cette raison que nous souhaitons partager certaines de nos expériences à travers cette brochure. Non pas parce qu'elles contiennent des recettes miracles (elles n'existent pas), mais parce qu'il est ainsi plus facile de comprendre dans quelle mesure des conflits difficiles peuvent être résolus ensemble et de manière solidaire au sein de réseaux hétérogènes.

Pour finir, un dernier mot sur transact : l'initiative transact composée de plusieurs groupes et personnes individuelles est un groupement hétérogène entre autre d'un point de vue gender, mais en revanche d'un point de vue tourné vers les expériences de fuite et de migration, il s'agit d'un groupement principalement composé d'européens*éennes occidentales*aux blanc*hes. Par conséquent, sur les questions thématisées dans cette brochure, nous avons décidé d'interroger des activistes-refugiés*ées avec lesquels*elles nous travaillons ensemble depuis longtemps dans différents contextes (il est pourtant déjà important de préciser qu'une des personnes interrogée est elle-même active au sein de transact). Nous souhaitons ainsi garantir que de telles voix soient prises en considération, voix représentées en minorité dans le cadre de transact, en considérant particulièrement la question de savoir si, et comment, il est possible, dans une société empreinte de racisme, d'obtenir des processus d'organisation transidentitaire et transnationaux qui conviennent a tous les participants.. ⊙ **TRANSACT**

Caravane Bamako-Dakar: Répresentation du théatre sur l´histoire de Oury Jalloh à Kayes/Mali en 2011 [F: Leona Goldstein]

„N'attendons pas jusqu'à l'escalade"

INTERVIEW CONCERNANT DIFFÉRENTES EXPÉRIENCES AVEC LE POUVOIR DE DÉFINITION DEPUIS LES ANNÉES 1990

Le débat concernant le Pouvoir de Définition est non seulement vieux, il continue aussi de tourner en rond – et pas en dernier lieu parce que dans les discussions actuelles, on ne tient que rarement compte des expériences acquises au passé. Vu sous cette optique, des activistes de NoLager Bremen[1] se sont réciproquement interviewés au sujet de leurs expériences respectives – des discussions sur le sexisme du début des années 1990, quelques conflits dans le domaine de l'antiracisme, jusqu'à la question comment le soutien à donner aux gens affectés par la violence et le contact avec les coupables a changé au fil des ans. L' interview est étroitement liée avec le texte qui a également été écrit pour cette brochure de NoLager Bremen : "Une nouvelle précision du Pouvoir de Définition".

Dans les années 1990 vous luttiez dans différents endroits pour le Pouvoir de Définition. Quel était le point de départ général à cette époque?

Volker: Durant les années après les discussions concernant le sexisme à l'occasion de la mobilisation contre le sommet du FMI et de la Banque Mondiale à Berlin en 1988 , des groupes d'hommes autonomes pro-féministes ont été fondés en différents endroits. Des réunions étaient organisées dans tout le pays et avec le bulletin d'informations anti-patriarcal pour hommes, ils avaient même leur propre journal. A l'université les premiers débats étaient tenus au sujet de la construction sociale du genre en général, ainsi que le conditionnement patriarcal des garçons et des hommes. Il y avait aussi des actions militantes contre les endroits de ce conditionnement, tels que, par exemple, les bureaux régionaux de recrutement dans le contexte de la conscription. Tout cela était de notre part une première réaction à l'organisation considérable des femmes/ lesbiennes et correspondait à une exigence des féministes autonomes envers leurs camarades politiques.

Je ne crois pas qu'un acte de violence sexiste était toujours et partout la cause directe de l'auto-organisation séparée des hommes. Je persisterais pourtant qu'il y avait toujours une critique concrète et une pression exercées par les groupes de femmes/lesbiennes. Il s'agissait de comment les hommes du milieu s'appropriaient les locaux du milieu, de leur comportement dominant dans les discussions, de leur machisme durant les actions militantes, de

leurs rapports avec la sexualité etc. Mais pour autant que je sache, les assemblées plénières d'hommes de milieux différents n'étaient tenues que quand un acte de violence sexiste était denoncé.

Franzis: Au début des années 1990, quand je commençais à être active dans les milieux de la gauche radical et de l'autonomisme, l'auto-organisation pour les femmes/lesbiennes – c'était l'expression consacrée à l'époque – était évidente pour les féministes. J'adhérais à un groupe de femmes/lesbiennes autonomes, apprenais l'autodéfense féministe, suivais plusieurs séminaires sans hommes à l'université et vivais plus tard à un étage pour femmes/lesbiennes dans uns maison collective à Berlin. Sous le couvert de 'le privé est politique', nous parlions beaucoup de nos propres expériences sexistes et pouvions de cette façon partiellement surmonter la honte et la solitude que cela comporte, et le sentiment que 'c'étais ta propre faute, puisque tu ne t'avais pas défendu'. A l'époque nous étions beaucoup à nous soustraire complètement des dites «structures mixtes» et avions aussi nos relations amoureuses uniquement avec des femmes/lesbiennes.

D'accord, c'était la situation générale, mais quel rôle spécifique jouait le concept du Pouvoir de Définition à cette époque?

Franzis: En fin de compte le concept du Pouvoir de Définition – qui postule que seul les personnes qui ont subi les actes de violence sont en état de dire où les limites ont été dépassées et de définir ce qu'ils éprouvent comme violence – était plus ou moins la base de cette ambiance fondamentale. Cela s'exprimait à travers l'empathie et la partialité éprouvées entre nous et aussi par la volonté de se soutenir dans les actions concrètes, par ex. par rendre une situation public, ou en disant à un type de façon évidente que son comportement devait cesser. Dépendant de la véhémence de ces actions, cette méthode d'approche n'était pas appréciée de toutes; il y avait pourtant un large consensus qu'elle était nécessaire quoi qu'il en soit. A quoi j'ajouterai que beaucoup d'entre nous éprouvaient aussi le besoin de réduire leurs contacts avec les hommes à un minimum absolu (ce qui était relativement facile dans les grandes villes), afin de ne pas devoir épuiser leur énergie dans quelques structures sexistes dans la vie quotidienne.

Volker: Je crois qu'à l'époque des expériences personnelles avec la violence étaient discutées beaucoup avec des ami-e-s proches. Je crois aussi que c'est important de continuellement prendre conscience de ceci: les discussions concernant le Pouvoir de Définition n'était que partiellement publique et qu'il sera pareil de nos jours. En ce qui concerne beaucoup d´actes de violence sexistes abordés ils sont seulement connu par quelques personnes, ou pas plus que deux. Et ce n'est certainement pas que chaque acte de violence sexiste discutée a abouti à une séparation ou un conflit majeur. Parfois les personnes concernées disaient après quelques années que la façon dont les choses avaient été traitées étaient la bonne. Et quant aux débats publics, dans les milieux de la gauche du début des années 1990, on a en général même pas approuvé du bout des lèvres qu'on était contre le sexisme et pour le Pouvoir de Définition. En fait les gens ont réagi de manières différentes, allant de montrer une certaine franchise à un comportement diplomatique, de se tenir à l'abri et à une véritable diffamation des positions féministes. A mon avis il était pourtant plus difficile qu'aujourd'hui de ne pas avoir une opinion du tout, parce que les structures de groupe étaient plus contraignantes qu'aujourd'hui, avec des gens qui inscrivaient les sujets à l'ordre du jour.

Qu'est-ce que le concept du Pouvoir de Définition a changé pour vous – qu'y avait-il de nouveau?

Franzis: Il était manifestement nouveau de rendre public un certain comportement masculin et de le dénoncer publiquement et, ce faisant, de clairement faire comprendre que l'on ne pouvait plus se tirer d'affaire aussi facilement que dans le passé, quand la stratégie à succès était de simplement diffamer les femmes qui avaient critiqué un certain comportement, en les appelant coincées. Cela ne se produisait non seulement dans nos propres cercles autonomes, les acte de violence sexistes des professeurs étaient également dénoncées.

Volker: Dans les milieu que je fréquentait il s'agissait surtout beaucoup de l'auto-réflexion et il était évident que les structures sexistes jouait aussi un rôle dans nos rapports, ou nos communautés d'habitation. Mais – et c'était nouveau à mon avis – dans les débats concernant le Pouvoir de Définition il s'agissait encore d'autre chose que de s'opposer à un point de vue, ou uniquement de discussion. Il s'agissait aussi du fait que les hommes de gauche devraient renoncer directement au pouvoir et au contrôle. Je crois que ce n'était pas facile à faire pour personne.

De votre point de vue actuel, comment voyez-vous les limites des débats de cette époque?

Volker: A un moment donné nous savions tous et toutes qu'il ne fallait pas avoir une opinion critique sur le Pouvoir de Définition en publique, mais nous discutions presque plus parmi nous du sujet. Quand alors il était question d'une nouvel acte de violence sexiste, cela devenait évident très vite. Les réflexions personnelles au sujet du pouvoir et de l'impuissance étaient de toute façon une rareté.

Franzis: Je crois que dans l'ambiance de cette époque certaines personnes ont agi trop rapidement. J'en connais qui jusqu'aujourd'hui éprouvent un déplaisir à se rappeler qu'au premier appel ils sont allés taguer une maison avec le texte 'ici habite un violeur'. Oui, et pour les gens affectés par la violence ce n'était pas toujours opportun non plus, que les choses soient discutées dans le contexte d'une mise à la porte, d'exclusion et de vengeance. En même temps ce genre de chose pouvait être très libérateur et un premier pas envers l'autonomisation, et aussi un signe disant 'Fais gaffe, je n'accepte plus tout ça'. En même temps certains hommes dans certains milieux ont simplement acquis un certain code de conduite afin d'éviter d'être défié.

Tout bien considéré, on devrait tenir compte du fait que c'est assez normal que ceux qui luttent pour certains droits ou opinions et qui, ce faisant, ouvrent de nouvelles voies, ne distinguent pas autant que

ceux qui après, à base de ce travail de pionnier, commence à différencier en apprenant des erreurs de leurs prédécesseurs.

Volker, vos groupes ont aussi toujours cherché le débat avec les hommes qui ont commis les acte de violence sexiste. Pouvez-vous nous dire plus sur ce sujet?
Volker: Notre point de départ était qu'il fallait non seulement changer les structures, mais aussi les personnes. Car si nous excluons simplement les personnes, le risque sera relativement plus grand qu'ils vont commettre plus d´abus, que si nous leur offrons un débat confrontant. Il était aussi clair que les hommes devraient assumer la responsabilité de la réflexion critique de ce qu´ils ont fait et du changement du comportement lié avec leur attitude agressive.
Dans les cas où je m´ai engagé, ceci était aussi un désir, ou même une exigence, exprimé par les personnes affectées ou leur entourage. J'ajouterais même que le travail avec les auteurs d´acte de violence sexiste dépend d'un bon contact avec la structure de soutien du victime. Travailler avec un auteur d´acte de violence sexiste, sans un bon contact avec la personne affecté et/ ou son circle de soutien, c´est à mon avis contestable et je ne l'aurais jamais fait. Je pense une personne affecté a besoin de digerer un tel acte de violence sexiste commis envers lui ensemble avec d'autres gens qui la soutiennent, et de reflechir si elle a des propres besoins et exigences envers lui et comment ces besoins pourraient être realisé. Pour cela c´est important d´avoir les personnes intermediaires.

Mais quelle était votre manière concrète? Et comment vous y preniez le fait qu'une partie de ces hommes était de vos propres groupes, communautés de maison etc?
Volker: Une partie de ce processus prenait des mois ou même des années. Souvent le contact avec les auteurs d´acte de violence sexiste n'était qu'une simple discussion des conventions concrètes concernant l'usage de locaux publics ou des choses comparables, par ex. quand il était évident que la personne affectée exigeait que l'auteur des faits ne fréquente plus la «Volxküche»(soupe populaire), ou ne participe qu'à chaque deuxième assemblée générale. Mais à un moment donné, il devenait évident qu'un tel processus exigeait également une perspective dans le temps; car la question se présentait à quel moment on pourrait permettre à l'auteur d´un acte de violence sexiste de refréquenter la Volxküche, après un an, deux ans ou plus jamais? Et puisque le Pouvoir de Définition ne peut pas offrir cette perspective, le prochain pas pour certains gens était forcement de simplement se retirer du milieu.
Franzis: Puisque dans le sexisme et la violence sexiste, il ne s'agissait plus en premier lieu du violeur brutal et inconnu dans la rue, mais aussi des actes de violence sexiste commis dans nos propres milieux incluant des personnes plus ou moins proches, nous avons toutes et tous été confrontées au sujet d'une manière bien différente. Le résultat était que les gens gardaient leurs distances pendant un certaine phase de temps, parce que en général il n'est plus possible de soutenir la personne affectée par la violence et d'être en même temps proche de la personne qui a fait l´acte de violence sexiste. Des pareilles constellations pouvaient se résoudre après quelque temps, tandis que – comme le disait Volker – ce n'était pas vrai que chaque acte de violence sexiste résultait forcément en des relations rompues à tout jamais. Faire l'expérience – soit comme personne directement affectée, ou en faisant partie de l'entourage – que l'auteur des réfléchit sur son comportement, respecte des conséquences telles que de devoir rester à distance de certaines endroits et fait des démarches sérieuses afin qu'une telle situation ne survient plus à l'avenir, peut aussi créer un lien malgré la désaffection dans l'intervalle. A ce point il faut signaler aussi que telles sortes d´actes de violence sexistene sont pas seulement commises par les hommes envers les femmes, mais également entre femmes/lesbiennes, dans le milieu gay, entre hommes, envers les enfants des different genres et en des cas rares aussi par les femmes envers les hommes. Il était très important de prendre conscience de ce fait et de ne pas persister dans l'opinion bien connue de la femme victime et de l'homme malfaiteur et, ce faisant, condamner les personnes concernées au silence.

Franzis, dans les années 1990 à Berlin vous avez travaillé au numéro d'appel d´urgence pour femmes, lesbiennes et filles violées. Est-ce que les expériences que vous avez acquises là-bas ont aussi affecté les débats dans le milieu politique, et si oui dans quelle direction?
Franzis: Certaines positions – telle que de référer à la violence entre femmes/lesbiennes, ou d'insister sur le fait que poser des questions n'est pas synonyme à mettre le Pouvoir de Définition en question, mais peut au contraire être très utile pour la personne affectée – étaient plus facile à avancer en faisant référence aux expériences acquises dans mon travail au numéro d´appel d'urgence. Cette service d'urgence était déjà devenu une sorte d'»autorité» féministe et les expériences acquises là-bas était prises au sérieux. Par exemple, si on pouvait rapporter que les femmes affectées avaient, en premier lieu, souvent simplement besoin d'espace pour leurs propres expériences et qu'il n'est pas forcément utile que le système patriarcal est immédiatement et furieusement cloué au pilori, les gens écoutaient.

Comment trouvez-vous que le débat politique a progressé depuis la fin des années 1990?
Volker: De mon point de vue il y avait et il y a toujours certaines tendances qui prédominent – comme avec tous les sujets de la gauche. Mais aujourd'hui il est certainement moins facile de nier qu'un problème existe vraiment en alléguant: nous organisons un camp de gauche et c'est pourquoi nous avons rien à faire avec le sexisme. Je pense aussi qu'il est plus évident que dans le passé, que dans un camp il y a des gens très différents avec des expériences très variées quant à la discrimination et la violence. Je considère même que les groupes de soutien aux gens traumatisés qui ont été fondés il y a quelques années, sont une réaction à cela.
Franzis: De toute façon nous avons réussi de faire de la violence sexualisée et du comportement sexiste des thèmes essentiels,

Caravane Bamako-Dakar: Arrêt près de la frontière Mali-Mauretanie en 2011 [Photo: Leona Goldstein]

thèmes qu'on ne peut pas simplement laisser de côté; nous avons également établi certaines règles de comportement réciproque qui rendent l'organisation mixte plus agréable qu'il y a quelques années. A cet égard je dirais qu'on a fait peu à peu quelques progrès.

Comment cela s'est fait qu'en 2003, au Border Camp de Cologne et aux Journées d'Action NoLager à Fürth, vous avez participé à un groupe des intermediaires en cas de violence sexualisée?

Volker: Dans le passé l'occurrence des actes de violence sexiste avaient souvent été mentionnée durant les grandes mobilisations, aussi au Camp de Jena l'année précédente, les faits ayant à peine été connus si il n'y avait pas eu quelques activistes qui au début avaient formé un groupe des intermediaires pour des pareilles incidents. A cet occasion divers inconsistances devenaient claire aussi. Les auteurs d´acte de violence sexiste venaient d'un camp de réfugiés avoisinant. A mon avis leur éviction était justifié, mais pour eux c'était aussi une répétition de leur expérience normal d'être socialement exclus; particulièrement parce que personne ne discutait l'affaire avec eux, par ex. en dehors du camp, ni demandait leur opinion. Les gens des groupes de réfugiés auto-organisés assimilaient ce dernier fait en particulier aux actes arbitraires de la police dans leur pays d'origine. Aujourd'hui on dirait probablement qu'ils étaient fortement retraumatisés par cette approche. Durant la discussion ultérieure il devenait même évident qu'il nous fallait un concept claire pour tout le monde, ainsi qu'une préparation intensive mutuelle dans le groupe et dans la société du camp dans son ensemble. Voilà pourquoi nous décidions de discuter le problème à l'avance et en concluant qu'un groupe des intermediaires pour les personnes affectées par les acte de violence sexistes, devrait autant faire partie d'un camp que la soupe populaire ou le groupe de protection. Ceci fut décidé à l'assemblé préparatoire, ce qui était bien parce que de cette façon le concept était soutenu par beaucoup de gens dès le début. Je pense aussi en général qu'une approche adéquate envers les acte de violence sexistes doit être discutée à l'avance.

Quelles expériences avez-vous acquises à Cologne et à Fürth?

Franzis: Dans leur ensemble nos expériences étaient assez positives. Notre existence même a prouvé qu'il ne s'agissait pas de la lutte pour la reconnaissance des actes de violence sexistes, mais qu'il était évident pour tout le monde qu'ils font malheureusement partie de la vie quotidienne dans un camp. Ceci a arrondi les angles du sujet. Dans notre ébauche nous avons écrit que, ensemble avec la personne affectée, nous regarderons ce dont cette personne a besoin et ce que cette personne éprouve être juste, et que pour nous la confrontation avec l'auteur d´acte sexiste fait partie de notre travail. Une conséquence était que les gens s'adressaient également à nous dans des situations, où il ne s'agissait pas de l'éviction du camp des auteurs d´acte sexistes, mais de les confronter et d'exiger d'eux un comportement spécifique pour les jours qui restaient à passer ensemble dans le camp. Par exemple, une femme s'adressait à nous, qui avait été harcelé par un groupe d'hommes dans les environs de la soupe populaire. Dans le débat confrontant, il s'agissait d'une part des hommes ayant à tenir une certaine distance envers elle, mais en outre de sujets liés tels que d'être lesbienne ou gay, ou le fait que les femmes ne devrait pas être couver du regard.

Volker: Aux Journées d'Action à Fürth, nous avions surtout à faire à un séver acte de violence sexualisée par un participant au camp envers deux garçons qui avaient 12 et 14 ans. D'abord nous avons soutenu le désir des garçons que l'acteur de ce violence soit expulsé du camp. Le jour suivant nous avons entamé avec lui le débat qui a duré plusieurs mois. La raison la plus importante était que, dans son travail comme ailleurs, l'homme était en contact direct avec d'autres enfants et nous avions le sentiment que nous ne pouvions pas cesser de nous occuper de cette affaire, simplement parce que le camp était fini. Puis nous avons exigé de lui des choses supplémentaires, en particulier qu'il parle ouvertment dans les milieux qu'il fréquentait qu'il avait récemment commis un acte de violence sexualisé envers deux enfants, qu'il devait faire de même publiquement à son travail, qu'il devait aussi satisfaire à d'autres exigences qu'auraient les garçons, et qu'il devait avant tout thérapeutiquement confronter ses actions auprès d'un-e thérapeute spécialisé-e. Finalement le fait que l'attention soit axée sur les personnes affectées nous a poussé à faire une déclaration à la police, après que les garçons avaient porté plainte contre cet homme. Puis avec sa déclaration, l´acteur de violence sexualisé a épargné les garçons eux-mêmes la comparution devant le tribunal pour faire leur déclaration.

Militant-e-s de Afrique-Europe-Interact à l´Office du Niger/Mali en 2012 [F: Makombe]

La composition du groupe des intermediaires était plutôt inhabituelle, pouvez-vous en dire quelque chose?

Franzis: Et bien, moi je ne sais pas si j'appellerais la composition de notre groupe de dix personnes inhabituelle. Pour nous toutes et tous il était important que le groupe reflète la composition de la population du camp. C'est pourquoi il consistait en activistes de groupes de femmes/lesbiennes, de groupes antiracistes et de groupes de réfugiés auto-organisés. Beaucoup de gens se connaissaient d'autres 'border camps' des années précédentes.

En quoi s'agissait la différence entre le groupe des intermediaires et le groupe de sensibilisation à l'Anti-Lager-Tour 2004, pourquoi une telle différenciation?

Franzis: Les discussions du concept du groupe des intermediaires ont précisé, qu'entre réfugiés et non-réfugiés – ce sont les noms utilisés à l'époque – il y avait un immense besoin d'échanger des opinions concernant les limites et les besoins éprouvés et cela avant que les situations ne s'aggravent, dans quel cas on aurait pu travailler seulement avec le concept du Pouvoir de Définition. En fait, beaucoup de réfugiés disaient qu'ils considéraient le concept du Pouvoir de Définition non-applicable aux situations qu'ils critiquaient. C'est pourquoi le groupe de sensibilisation, qui avaient des membres mixtes quant au genre et à l'origine, se proposaient durant l'Anti-Lager-Tour, de plaider la cause de relations réciproques respectueuses et d'encourager les participants de se dire l'un à l'autre quand des limites étaient dépassées et, ce faisant, de devenir mutuellement plus conscients de telles situations. Il était important qu'il s'agissait autant de situations sexistes que des situations racistes. Cela a créé une marge pour les réfugiés pour discuter du comportement qu'ils éprouvent être discriminatoire ou raciste.

Depuis, vous avez été engagé dans divers évènements et vous avez aussi, selon les circonstances, porté la responsabilité, mais vous n'avez plus participé à des groupes d'intermédiaires. Pourquoi?

Franzis: Si dans un mouvement, un concept n'a du succès que s'ils est exécuté par des gens spécifiques, il n'aura pas de raison d'être à longue terme. A cela s'ajoute le problème du degré de pouvoir qu'un tel groupe avait, mais Volker pourra probablement dire plus quant à ce sujet.

Volker: Le concept du Pouvoir de Définition justement inclue une quantité considérable de pouvoir d'imposer des sanctions. J'ai expliqué ici avant, toutes les choses que l'on a exigé du violeur à Fürth. Si ce n'était que pour cette raison, tout plaide à mon avis en faveur de la rotation, la flexibilité et la transparence. A un moment donné il nous a aussi manqué que pour nous il n'y avait pas un correctif, personne qui regardait et demandait ce que l'on était exactement en train de faire. On se sentait vraiment mal à l'aise de ce pouvoir absolu qu'on avait soudain envers l'acteur du violence sexualisé à Fürth. Je ne pense pas qu'on a abusé le pouvoir d'imposer des sanctions ou le pouvoir de maintien, mais je trouvait à l'époque que si beaucoup de gens participerait une fois à un telle groupe d'intermédiaires durant un camp, cela serait aussi bon pour la cause, parce qu'ainsi on aurait tous des expériences similaires et on pourrait de cette façon faire avancer le développement du concept.

Comment vous vous y prenez avec des telles questions dans votre vie privée ou dans votre entourage politique immédiat? Existe-t-il une culture établie d'intervention rapide?

Volker: Il ne faut pas attendre jusqu'à l'escalade. Plaider la cause d'un comportement approprié, agir est possible, se vanter de changer quelque chose – c'est effective …

Franzis: ...exactement, finalement il s'agit surtout d'établir une culture ensemble, où le comportement qui est éprouvé comme une acte d´agression dominante est discuté de bonne heure. Et où la personne qui mets la chose en cause, peut être sûr qu'on l'écoute et qu'il y aura des personnes qui vont agir, c'est-à-dire qui n'ont pas peur d'imposer des limites à une autre personne et de préciser qu'un certain comportement ne sera pas toléré. ⊙

(1) NoLager Bremen est un groupe mixte quant au genre et autrement. Nous n'avons pas des expériences personnelles quant aux sujets de fuite, de migration et de racisme, mais avons été actif-actives depuis 2002, pour la plupart dans des coalitions ou des réseaux mixtes – au début dans le context du réseau NoLager (2002-2007) et depuis 2009 avec Afrique-Europe-Interact. Nous avons continuellement eu affaire à la violence sexualisé et autre depuis le début des années 1990 – partiellement au niveau personnelle, politique et professionnel.

Un regard renouvelé sur le pouvoir de définition

QUELQUES REMARQUES SUR LA GESTION COLLECTIVE DU PROBLÈME DES VIOLENCES SEXUALISÉES, RACISTES ET AUTRES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Préambule: Le concept du pouvoir de définition est depuis longtemps l'objet de vifs débats et controverses dans les mouvements de gauche en Allemagne [incluant les milieux autonomes et libertaires - NDT)] - débats qui s'enveniment parfois. Pendant deux décennies la violence sexualisée était clairement au centre de ces réflexions. Mais aujourd'hui on parle aussi de la violence raciste et d'autres formes de discrimination et de violence dans ce contexte. C'est pour cette raison, et à l'occasion du camp noborder à Cologne en juillet 2012, que nous avons encore une fois réfléchi sur nos expériences avec l'application pratique du principe du pouvoir de définition (1). Le résultat de ces réflexions est le présent texte, qui prône une idée du concept du pouvoir de définition qui a deux buts principaux: d'un côté, de prendre en compte à quel point les rapports sociaux de domination sont divers, complexes et contradictoires, de l'autre côté, de démarquer clairement la domaine d'application et les limites du pouvoir de définition. Nous proposons ce texte comme base de discussion, particulièrement là ou nous traitons de façon critique d'autres versions du concept – par exemple la « notion élargie de la violence », qui était, dans les derniers 5 ans, à l'origine d'une extension - très problématique, nous trouvons - de la domaine d'application du concept du pouvoir de définition.

1. RÉTROSPECTIVE HISTORIQUE

Le débat allemand autour du pouvoir de définition remonte aux années 70, quand la nouvelle vague du mouvement féministe luttait pour le droit d'avortement sous le slogan de « l'autodétermination corporelle ». A partir du milieu des années '80 se développe, au sein des groupes de femmes/lesbiennes appartenant au, ou liés au, mouvement autonome allemand, un concept du pouvoir de définition selon lequel « uniquement les femmes concernées sont en mesure de déterminer ou la violence commence, quand des limites ont été franchies ou sont en train d'être franchies et qu'est-ce qu'est perçu comme une violence » - voici la définition qu'on trouve dans le livre « Antisexismus_reloaded », paru en 2007 et beaucoup discuté depuis.

Le but pratique de ce concept était de réagir au fait que, premièrement, on continue de minimiser la violence sexualisée, partout dans la société, que, deuxièmement, jusqu'à ce jour, seulement un nombre très restreint d'actes constituent, aux yeux de la loi, un viol ou un cas de harcèlement sexuel, et que, troisièmement, des femmes qui essayent de dénoncer la violence sexualisée, n'arrêtent pas d'être pathologisées, ridiculisées, ou tenues co-responsables – devant les tribunaux et également dans les milieux de gauche [incluant les milieux autonomes et libertaires - NDT)]. Autrement dit, « l'histoire [du concept] du pouvoir de définition est l'histoire de la politisation des rapports sociaux […] de sexe/genre » (Gruppe FelS 2001). Il faut souligner que c'étaient avant tout des maisons d'accueil pour femmes, des centres de conseil féministes, des thérapeutes et des maisons d'édition féministes qui ont beaucoup travaillé sur la violence sexualisée, depuis les années '70 déjà, et qui ont ainsi réussi à en faire un sujet discuté plus largement dans la société allemande. Néanmoins, le chemin vers l'acceptation au moins partielle du principe du pouvoir de définition dans les mouvements de base de gauche / autonomes en Allemagne était difficile. Tout au long des années '90 des violentes altercations ont eu lieu, la plupart du temps à la suite d'incidents concrets, comme par exemple en 1999/2000, quand une accusation de viol contre un membre d'un groupe d'action antifasciste (AAB, Antifaschistische Aktion Berlin – aujourd'hui ALB) était à l'origine d'un débat extrêmement vif (qui est d'ailleurs bien documenté et toujours consultable en ligne). En conséquence, depuis 2003, des groupes de contact et de soutien en cas de violences sexualisées se sont constitués. Il y avait un groupe de ce type au 6ème Camp Anti-Frontière et Antiraciste à Cologne, par exemple, et depuis 2007 un groupe permanent travaille à Berlin.

Depuis 2002, au plus tard, les débats ont pris une autre tournure encore: maintenant des activistes réfugiés, se basant sur leurs propres expériences avec l'arbitraire politique et juridique, ont commencé a mettre en question la façon dont laquelle les agresseurs étaient traités normalement dans le contexte du pouvoir de définition, particulièrement le fait que les personnes accusées d'être des auteurs de violences avaient peu de possibilités à donner leur point de vue par rapport aux accusations.

2. POUVOIR DE DÉFINITION ET PARTI PRIS

Sans un soutien partisan et empathique des personnes touchées par les violences sexualisées, racistes ou autres, le concept du pouvoir de définition n'a pas de sens. Car son objectif est d'assister les personnes concernées à retrouver leur capacité d'agir et leur autonomie personnelle après des expériences d'impuissance, plus ou moins graves, et parfois liées à des massives pertes

Militant-e-s de Afrique-Europe-Interact en conversation avec des villagois-e-s, Office du Niger/Mali 2012 [F: Makombe]

de contrôle. Au même temps il faut voir que les personnes concernées souvent ne se sont pas du tout sûr de leurs propres émotions et perceptions. Nous donnons trois exemples de types de comportement. Certain/e/s vont avoir tendance à s'expliquer leurs propres sentiments - de rage, de peur ou d'impuissance - comme des effets de leur sensibilité, prétendument accrue, et de se sentir coupable. D'autres vont faire le contraire et attribuer une qualité à leur expérience que, en vérité, elle n'avait pas, mais vont être capables de le voir seulement qu'après un certain temps a passé. D'autres encore semblent émotionnellement insensibles et «déconnectés». En conséquence, l'idée, présent dans presque tous les textes sur le sujet, que le pouvoir de définition implique que c'est aux personnes concernées, en tant qu'individus, de déterminer si leurs limites ont été franchies ou pas, nous semble simpliste. Car, dans la plupart des cas une telle détermination est, en vérité, le résultat d'un long processus de remémoration, de réflexion et d'échange. Au début des conversations de soutien se manifeste souvent, en premier lieu, le besoin de la personne touchée par des violences, de recevoir du soutien dans la tâche d'organiser ses propres sentiments, pensées et perceptions, entre autres pour savoir s'il y a des correspondances entre son expérience récente et des expériences faites dans le passé, ou pas - et si c'est le cas, de comprendre la nature de ces correspondances. Dans la pratique, quand on conseille et soutient des personnes touchées par des violences sexualisées ou autres, il est indispensable de poser des questions, en acceptant des « nuances de gris », des ambivalences et des contradictions - ce qui n'est pas toujours facile.

3. LE POUVOIR DE SANCTION, CONSÉQUENCE DU POUVOIR DE DÉFINITION

Une conséquence de nos expériences décrites jusqu'ici est que, selon nous, le pouvoir de définition n'implique dans aucun cas qu'on charge la personne touchée toute seule avec la responsabilité de décider des conséquences possibles - une idée qu'on entend très fréquemment. Car, souvent, au début, les personnes concernées par des violences sexualisées, racistes ou autres ne sont pas du tout sûr qu'est-ce qui leur ferait vraiment du bien à ce moment précis. La prise de décision sur les conséquences souhaitées nécessite souvent des réflexions collectives, qui peuvent s'avérer longues. En tant que personne touchée par des violences, il faut décider – pour mentionner juste trois voies possibles – si on veut une confrontation personnelle avec l'agresseur, si on veut que l'agresseur soit confronté par d'autres personnes, ou si on veut demander qu'un « espace protégé » soit établi, ce qui implique que l'agresseur doit se retirer de certains espaces jusqu'alors utilisé en commun, comme des groupes politiques, des fêtes, des colocations etc.

En plus, parfois des désirs et des demandes émergent que les partisans de la personne concernée trouvent inadaptés – parce qu'elles les trouvent politiquement ou éthiquement douteux, ou disproportionnée, ou auto-agressif (deux exemples de cette dernière possibilité: quand une femme souhaite quitter une maison d'accueil de femmes pour retourner vivre avec son partenaire violent; quand une personne insiste d'abord que l'agression qu'elle a subi soit rendu public, mais se sent honteuse direct après et regrette d'avoir insisté – une situation qu'on peut voir régulièrement dans des talk-shows à la télévision par exemple).

De poser des questions et de formuler des avis ne veut pas du tout dire qu'on inflige encore des expériences d'impuissance à la personne concernée, comme cela a souvent été suggéré. Au contraire: Précisément des personnes dans des situations affectives précaires, souvent très conflictuelles, ont besoin d'un feed-back solidaire, surtout

à des moments où, selon les gens autour d'elleux, illes sont en train de perdre leur chemin.

4. LE TRAVAIL CONFRONTATIF AVEC LES AUTEURS DE VIOLENCES

Le pouvoir de définition n'est pas un schéma rigide, mais une sorte de guide d'action pour gérer des situations très complexes, comprenant beaucoup d'acteurs différents. Nous pensons que c'est une erreur grave si des initiatives comme le groupe de soutien GAP (« Gruppe Antisexistische Praxis » = « groupe de pratique anti-sexiste »), actif à Berlin depuis plusieurs années, disent, dans leur texte « Was tun, wenns brännt? » (à peu près : « Quo faire en cas d'incendie ? ») que pour elleux « le destin de l'agresseur n'a pas une grande importance », et, qui plus est, « la distanciation de l'agresseur et son exclusion de nos espaces est un élément nécessaire d'une politique anti-sexiste ».

Celleux qui parlent ainsi ignorent pas seulement des expériences précieuses, comme celles du groupe de contact des camps d'action à Cologne et à Fürth en 2003 (auquel ont participé plusieurs auteurs du présent texte), mais méconnait aussi des exigences fondamentales : d'un côté c'est important qu'il y a des façons concrètes d'agir envers l'agresseur, et d'empêcher qu'il disparaît tout simplement de nos espaces. Car les structures changent seulement si les personnes aussi changent, et pour réaliser ça il est indispensable de communiquer avec l'agresseur, dès le début, et de parler de l'avenir (nous pensons que ce qui est le plus approprié ici, c'est l'engagement personnel avec l'entourage de l'agresseur, en combinaison avec une intervention thérapeutique et/ou par des centres de conseil). De plus, certains souhaits de la personne concernée ne peuvent être réalisé que si un contact avec l'agresseur existe, par exemple pour organiser des conversations de clarification, ou - si on veut porter plainte - pour obtenir un aveu de l'agresseur, pour éviter que la personne concernée soit obligé de se soumettre à une interrogation devant un tribunal, toujours très pénible (c'était le cas de deux garçons qui ont subis des violences sexualisées massives par un militant lors des journées d'action NoLager à Fürth en 2003).

De l'autre côté, il est absolument central, à nos yeux, que des personnes accusées ont le droit d'être entendu et de présenter leur point de vue. Nous voulons promouvoir ce droit, mais sans restreindre le pouvoir de définition de la personne concernée. C'est très exceptionnel qu'une personne soit accusé a tort d'être un agresseur. Le risque qu'une personne doit quitter les espaces d'un mouvement social au tort est beaucoup moins important que le danger qu'une personne victime d'une agression sexiste ou autre soit re-traumatisée parce que son pouvoir de définition est restreint (par exemple par la remise en question de leur crédibilité). Comme conséquence, le droit d'être entendu ne doit pas être exercé en public, mais seulement dans un contexte plus restreint, de préférence en contact direct avec des personnes faisant partie du groupe de soutien de la personne touchée par des violences. Nous soulignons que, à l'époque, c'étaient surtout des militants réfugiés venant de pays africains comme le Cameroun, le Togo

Caravane Bamako-Dakar: Manif devant l´ambassade francaise à Bamako/ Mali 2011 [Photo: Tim Zülch]

Manif de commemoration aux mortes causé par la forteresse Europe à Palerme/Italie 2012 [Photo: Leona Goldstein]

et le Nigeria qui ont argumenté pour un droit des accusés d'être entendu - des gens donc qui ont souvent vécu personnellement l'arbitraire judiciaire, des détentions ou punitions extrajudiciaires, que ça soit dans leur pays d'origine, en fuite, ou ici en Allemagne dans le contexte de la procédure d'asile

5. PAS DE POUVOIR DE SANCTION SANS DÉSIGNATION CONCRÈTE

Le droit des personnes touchées par des violences, impliqué dans le principe du pouvoir de définition, de déterminer comment l'agresseur serait traité, est un instrument puissant, surtout quand il y a la demande qu'un « espace protégé » soit maintenu pendant une période étendue. C'est pourquoi nous rejetons explicitement le principe, qu'on trouve dans beaucoup de textes sur le pouvoir de définition, qu'une désignation concrète de l'accusation n'est pas nécessaire. Au contraire : nous trouvons que c'est nécessaire de dire à l'agresseur - directement ou via des personnes tiers - clairement de quoi on l'accuse, de quoi il s'agit, au moins dans les grandes lignes. Premièrement, pour garantir le droit de l'accusé de pouvoir exprimer son point de vue (aussi pour pouvoir cerner très tôt s'il s'agit d'une erreur d'identification, ou d'une fausse accusation), deuxièmement pour que l'auteur de l'agression peut se confronter et travailler sur soi (car, à ce moment, la plupart des agresseurs n'ont pas suffisamment pris conscience de la nature problématique de leur comportement), et troisièmement pour éviter que l'agresseur et son entourage commencent a spéculer, souvent de façon scandalisant, sur la question en quoi la violence aurait consisté – ce qui peut pas seulement créer de nouvelles blessures, mais aussi contribuer à la délégitimation du principe du pouvoir de définition. Par ailleurs, concernant cette question aussi c'étaient particulièrement des réfugiés qui, se basant sur leurs expériences avec l'arbitraire juridique (et autre), ont souligné le caractère réellement démocratique de la désignation concrète.

6. LE CONCEPT ÉLARGI DE LA VIOLENCE

Depuis un certain temps déjà, des voix s'élèvent, sous le slogan du « concept élargi de la violence », pour demander l'élargissement de la domaine d'application du pouvoir de définition – nous citons par exemple un texte débattu après le camp noborder a Cologne : « Tous les aspect de l'être humain sont vulnérables. La blessure de quelconque de ces dimensions est de la violence et peut être désigné comme telle par la personne concernée. Ça comprend la violence verbale, les menaces, les violations de limites, la coercition et le harcèlement. » En principe nous sommes d'accord avec cette constatation, mais nous pensons qu'il ne faut, dans aucun cas, estomper les différences entre les violences verbales, psychiques et physiques. Car, les discriminations verbales (des choix de mots inappropriés, des expressions irréfléchis, des comportements dominants et discriminatoires lors des prises de parole) ne produisent pas, en général, des états d'angoisse, des expériences d'impuissance, des sentiments d'être menacé comme le font les agressions physiques et les transgressions de limites physiques - sauf si, et c'est important de l'ajouter, ce sont des insultes, menaces ou humiliations exprimées de façon particulièrement agressive. En général

les conséquences pour les personnes touchées, l'ampleur du bouleversement existentiel et de la déstabilisation, ne sont pas pareils. En conséquence, nous pensons que le pouvoir de sanction, intimement lié au pouvoir de définition, ne devrait pas être appliqué dans des cas de discriminations verbales – indépendamment du rapport de domination qu'ils manifestent. Dans ces cas d'autres mécanismes de clarification sont appropriés – des conversations de clarification en présence de personnes tiers par exemple, ou des simples confrontations, sans débat.

7. RETRAUMATISATION ET DÉCLENCHEURS

Nous pensons que ces différenciations sont également valables pour les phénomènes, beaucoup discutés ces derniers temps, de la retraumatisation et des déclencheurs (« triggers »). Une indication de comment ce champ est complexe et difficile est le fait que ce ne sont pas seulement des expériences renouvelées de violence, ou des comportements critiquables (comme la parole dominante, l'utilisation négligente d'images, des questions ignorantes) qui peuvent constituer des déclencheurs, mais aussi certains contours corporels, un odeur, une barbe, un certain morceau de musique, ou une marque de voiture. Concrètement, un déclencheur va plonger la personne traumatisée – pendant qu'elle n'est objectivement pas en danger – dans un état ou elle vit les mêmes émotions, les mêmes sensations physiques que dans la situation traumatisante (par exemple un viol, une déportation, de la violence policière raciste, une incendie). Retraumatisation veut donc dire qu'on revit un traumatisme antécédent, on sent sa vie, son corps ou son âme menacé, souvent on est submergé par des images violentes ou on a des sensations de dissociation (voir le texte d'information sur les traumatismes). Bref : dans le cas des sensations d'impuissance et de blessure dues à des éléments déclencheurs (qui sont, d'ailleurs, moins fréquent que certains débats laissent penser) le concept du pouvoir de définition devrait être appliqué seulement sous condition que l'élément déclencheur est aussi une action violente. Bien sûr ce genre de distinction ne peut jamais être cent pour cent clair et net. Mais le plus respectueux et constructif notre comportement dans les processus de négociation et de clarification (ce qui n'exclut pas des confrontations quand nécessaire), le plus probable c'est qu'on arrive à se mettre d'accord sur comment certains comportements sont à évaluer.

8. DES RÈGLES FIXÉES D'UN COMMUN ACCORD

Le pouvoir de définition commence avec la désignation individuelle, mais essentiellement c'est un concept collectif. Car sans groupe de soutien ou un entourage qui peut inciter l'agresseur à coopérer, le pouvoir de définition et le pouvoir de sanction restent lettre morte. Il nous semble donc évident qu'il faut essayer d'organiser un large soutien pour la gestion collective du problème des violences sexualisées et autres. Concrètement il nous semble utile, premièrement, de décider des documents d'orientation dans des assemblées générales des militants de toute une ville, ou d'un projet majeur comme un camp d'action (avant que quoi que ce soit est arrivé); que deuxièmement les personnes actives dans les structures de soutien se forment, par l'échange d'expériences, dans des stages, et par la supervision (et apprennent aussi comment mieux prendre soin d'elles-mêmes); que troisièmement il y aurait une spécialisation sur différents rôles, comme soutien de la personne touchée, contact avec l'agresseur ou son entourage (ce qui est nécessaire parce que normalement c'est mieux que la confrontation de l'agresseur et le soutien de la personne concernée sont mis en pratique par des personnes différentes - sauf si la personne touchée souhaite un contact direct) ; et quatrièmement s'il y avait une rotation régulière entre les différents fonctions et responsabilités, simplement pour empêcher le développement de structures autoritaires (car, le pouvoir qu'on donne aux personnes qui mettent en œuvre un espace protégé est quand même énorme).

9. RESPECT ET CONFRONTATION

Il y a peu de débats dans les mouvements de gauche (axés sur l'action) allemands qui s'enveniment si régulièrement et à un tel point que les débats autour du pouvoir de définition. Et ça inclut les actions de divers structures de soutien, comme par exemple le groupe GAP a Berlin, déjà mentionné plus haut, qui, selon des rapport concordants, agissent d'une façon extrêmement dominante, parfois menaçante, envers des personnes désignées comme agresseurs (ou en tout cas ont agi de cette maniéré pendant longtemps). La justification pour ce genre de comportement est normalement que la « confrontation claire » c'est la seule façon de lutter pour les besoins de protection des personnes touchées par des violences et d'éviter de nouveaux traumatismes. Nous comprenons l'argument, mais nous voulons souligner ici que ça ne correspond en rien avec notre expérience : particulièrement dans des situations difficiles et chargées, une approche respectueuse et circonspecte nous semble la meilleure façon d'atteindre les personnes qui normalement ne sont pas très ouvertes à une confrontation avec le problème des violences (l'agresseur et l'entourage de l'agresseur, généralement).

Ou, formulé plus directement: maintes et maintes fois pendant les derniers 12 ans, notre expérience dans des réseaux mixtes (particulièrement dans le réseau NoLager, chez Welcome to Europe et Afrique-Europe-Interact) etait qu'un comportement respectueux n'est pas en contradiction avec, mais une base pour la résolution de conflits – sous la forme du pouvoir de définition ou sous la forme d'autres mécanismes de résolution. ʘ

NOLAGER BREMEN

(1) NoLager Bremen est un groupe mixte quant au genre et autrement. Nous n'avons pas des expériences personnelles quant aux sujets de fuite, de migration et de racisme, mais avons été actif-actives depuis 2002, pour la plupart dans des coalitions ou des réseaux mixtes – au début dans le context du réseau NoLager (2002-2007) et depuis 2009 avec Afrique-Europe-Interact. Nous avons continuellement eu affaire à la violence sexualisé et autre depuis le début des années 1990 – partiellement au niveau personnelle, politique et professionnel.

Des relations confidentielles comme la question centrale

LE TRAUMATISME ET COMMENT FAIRE FACE À UN TRAUMATISME

DE QUOI EST-IL QUESTION QUAND NOUS PARLONS DE „TRAUMATISATION»?

On qualifie de „traumatisme" en général une „plaie" causée par une blessure physique ou émotionnelle. Généralement, dans le sens psychologique, on considère qu'au départ il y a une expérience bouleversante qui – dans certaines circonstances – peut engendrer une traumatisation à plus long terme. Cela peut être un accident de voiture grave, un tremblement de terre ou la mort subite d'une personne aimée. Toutefois nous voulons parler ici de traumatismes causés par des violences dont des humains sont responsables. En guise d'exemple on peut citer des agressions sexuelles ou physiques, des expériences d'emprisonnement et de violences policières, des situations de guerre et également des expériences vécues pendant la fuite, comme assister à la mort d'autres personnes dans le désert ou sur la mer.

RÉACTIONS POSSIBLES APRÈS UN TRAUMATISME

Revivre l'événement: avoir des cauchemars, des flash-back, des souvenirs récurrents, le sentiment que ces expériences ne nous lâchent plus, etc.

Évitement/Dissociation comme par exemple: perte de la mémoire, consommation élevée d'alcool/drogues, isolement, évitement de tout ce qui est en rapport avec l'expérience traumatique ou qui la rappelle, etc.

Hyperexcitation: troubles du sommeil, irritabilité, crises émotionnelles et de colère, anxiété, angoisse, difficultés à se concentrer, sursauts, etc.

Ceci n'est pas une liste à cocher, mais une orientation pour des personnes concernées et les personnes qui veulent les soutenir. Certaines de ces manières de réagir peuvent apparaître successivement, parallèlement, voire en même temps, d'autres pas du tout. Tout d'abord, il s'agit de réactions „normales" à une expérience violente, mais qui peuvent rendre la vie très difficile. Si elles ne commencent pas à diminuer peu à peu au bout de 6 semaines environ, il nous semble nécessaire de faire appel à un accompagnement professionnel ou à une personne expérimentée.

LES TRIGGERS

Ce sont des stimuli déclencheurs (appelés „*triggers*", c'est-à-dire *gachette, déclencheur* en anglais) qui peuvent faire revivre la situation à nouveau, et faire que les personnes se sentent aussi impuissantes que dans le moment où elles ont subi les violences ; dans la durée, c'est très pesant pour de nombreuses personnes concernées. Un trigger peut être une autre expérience de violence, mais aussi des choses plus anodines, comme par exemple une personne qui me rappelle quelqu'un, la date anniversaire d'un événement, une musique, certains mots ou une odeur. Il est possible que même moi en tant que personne concernée ne puisse pas toujours faire le lien entre certains *triggers* et le traumatisme, ils ne peuvent pas forcément être reconnus de l'extérieur ou évités par avance. Cela rend toute la chose très compliquée. Un des objectifs important d'un processus de guérison réside dans la capacité de distinction entre les triggers et une nouvelle expérience traumatisante. C'est ainsi que je peux apprendre à mieux reconnaître si ce que je suis en train de vivre est une nouvelle situation de violence ou si c'est un trigger qui déclenche chez moi le sentiment comme si cela arrivait à nouveau ici et maintenant. Finalement, cela m'apporte une plus grande capacité d'action et d'autodétermination.

COMMENT AIDER?

Malgré tout: une expérience de violence ne crée pas forcément un traumatisme. Il faut éclaircir individuellement si une personne a besoin d'aide à la suite d'une telle expérience, et si oui, de quelle sorte. Quel type de soutien peut aider? Ça dépend entre autres de s'il s'agit d'une expérience unique ou d'une série d'expériences, c'est-à-dire si je subi des violences à répétition. Évidemment, le plus important est de faire tout pour mettre fin aux violences et si possible de diminuer la probabilité de nouvelles expériences violentes. Pour cela il est cruciale d'avoir des personnes à mes côtés, qui me croient, qui peuvent saisir comment je réagis, qui me soutiennent, qui m'écoutent. Le plus important pour une guérison sont des relations de confiance avec d'autres personnes!

Certaines personnes concernées n'ont pas conscience du fait d'être traumatisées. Expliquer les réactions au stress et les conséquences de traumatismes, qui sont assez répandues, peuvent aider certain•e•s à mieux comprendre leurs propres réactions. Pour de nombreuses personnes le fait d'entendre qu'on puisse considérer leurs réactions comme des réactions „normales" à des circonstances „anormales" représente un énorme soulage-

ment. Certains traumatismes remontent à longtemps. Peut-être qu'à l'époque je n'avais pas d'autre choix que de minimiser mon vécu. Peut-être qu'aujourd'hui je n'en ai même plus de souvenirs. Pour toutes ces raison, les problèmes résultant d'une expérience traumatique ne sont pas faciles à maîtriser. C'est pourquoi de nombreuses personnes font appel à une aide professionnelle.

Les conséquences des traumatismes sont relativement complexes et ont une dynamique propre qui ne se retrouve que de manière très limitée dans les procédés de diagnostic psychologiques ou médicaux existant. De plus, même si les symptômes se ressemblent parfois, un accident de voiture est totalement différent d'un viol dans le cadre de rapports sociaux de violence. Il arrive malheureusement que des thérapeutes et conseillèr•e•s essayent d'imposer aux autres leur vision des choses, voire réduisent l'expérience de violences aux seules conséquences psychiques. Cependant, si les conditions sociales et politiques dans lesquelles une traumatisation s'est produite ne peuvent pas être nommées, nous pensons que cela ne favorisera pas la guérison. Au contraire, c'est une manière d'en faire un problème privé qui consisterait à savoir comment je pourrais mieux m'adapter aux mauvaises circonstances. Nous recommandons donc en particulier aux activistes politiques de chercher un•e thérapeute vraiment qualifié•e.

Pour nous, une bonne thérapie prend comme point de départ ce que les personnes concernées voient actuellement comme problèmes, les difficultés qui existent dans leur vie et comment elles peuvent être résolues. Une telle thérapie s'appuie sur les ressources de la personne en recherche de soutien et cherche à établir un dialogue d'égal à égal. La plupart des personnes concernées ont elles-mêmes développé des techniques de survie à visée plus ou moins précise. Dans le cadre d'une thérapie, je peux apprendre à m'en servir de manière plus consciente. Le self-empowerment et le regain d'une capacité d'action devraient se trouver au premier plan.

CONSEILS POUR L'AUTO-SUPPORT

Certain•e•s d'entre nous ont eu recours à des aides psychothérapeutiques en forme de consultations externes ou de séjours dans des cliniques. Mais des démarches à partir de nos propres moyens et du soutien pratique pour modifier des conditions de vie traumatisantes nous semblent au moins tout aussi importants. Si une expérience de violences a eu lieu dans un cadre politique, par exemple lors d'un camp d'activistes, la simple sensibilisation des autres participant•e•s peut aider à surmonter la traumatisation si les personnes concernées peuvent sentir ainsi que des choses sont faites pour que cela ne puisse pas se reproduire.

Il y a de nombreuses méthodes pour surmonter des traumatismes que je peux apprendre sans aide professionnelle, selon ce qui me convient le mieux. La plupart de ces méthodes s'inspirent tout simplement des stratégies développées par des personnes concernées elles-mêmes, comme par exemple les exercices d'imagination qui aident à trouver une certaine stabilité. D'autres méthodes peuvent permettre de trouver des manières de faire face aux souvenirs intrusifs, aux rêves/cauchemars, aux flash-back. D'autres ont découvert pour elles et eux les différentes formes de thérapie corporelle, telles que le yoga ou le qi-gong. Toutes les formes de soutien pour pouvoir s'endormir sont judicieuses. Et nous avons également fait de bonnes expériences avec des parties de la psychothérapie énergétique ou la relaxation progressive.

OFFRIR DU SOUTIEN À LA SUITE D'EXPÉRIENCES TRAUMATISANTES

Comme nous l'avons déjà dit, le plus important pour soutenir des personnes ayant eu des expériences traumatiques ce sont les personnes de confiance. Mais fournir du soutien à d'autres personnes de manière régulière et soutenu exige une certaine pratique et du savoir-faire pour prendre soin de moi-même, afin de pouvoir offrir du soutien sans me faire du mal à moi-même. Car aussi le contact indirecte aux violences peut me faire du mal. On appelle traumatisme secondaire quand des personnes en soutien, qui n'ont pas subi la situation de violence concrète, commencent à avoir des symptômes similaires à ceux des personnes concernées directement. C'est un sujet important pour toutes les personnes qui ont affaire aux traumatismes psychiques dans leur travail, mais également pour des groupes de soutien et des structures de vigilance. ⊙

NOLAGER BREMEN

Des liens que nous recommandant

Un recueil de textes avec des conseils pour les pratiques politiques lors d'actions (en allemand):

- www.aktionsnetzwerk.de/cms/images/stories/Material/demo1mal1/bezugsgruppenreader.pdf

Des réflexions sur l'aide collective à apporter dans des cas de violences intimes (en allemand):

- http://www.transformation.blogsport.de
- et en anglais: http://transformation.blogsport.de/images/TransformativeHilfeEnglisch.pdf

Informations et conseils en anglais et en français:

- https://www.activist-trauma.net

Soutenir un·e survivant·e d'agression sexuelle (en français):

- https://www.infokiosques.net/spip.php?article793

Prise de contact spontané avec des detenu-e-s d´un taule de refugiés à Moria/Lesvos/Grèce 2013 [Photo: Welcome2Europe]

Si le désir est émis pour continuer ensemble

ANTIRACISME ET DIFFÉRENCE: EXEMPLES D'EXPÉRIENCES TIRÉS DE PROCESSUS D'ORGANISATIONS MIXTES

Octobre 2013, Lesbos, Grèce: des personnes descendent de plusieurs voitures devant la zone militaire près du village de Moria, où se dissimule la nouvelle prison pour étrangers de l'île de Lesbos, inaugurée 15 jours auparavant. Leur histoire est liée de diverses manières avec des protestations contre les prisons pour étrangers. Nombre d'entre elles se sont rencontrées lors des derniers jours de Pagani, cette taule mal-famée de l'île, qui a du être fermée suite aux protestations et aux révoltes de 2009. Une caméra jetée à l'intérieur de la prison avait à l'époque produit des images qui avaient fait le tour du monde [1]. Certain-e-s avaient vécu les derniers jours à l'intérieur, mis le feu à leur cellule ; ils/elles ont toujours l'odeur des matelas brûlés dans le nez. D'autres avaient participé à des actions de protestation lors du campement NoBorder, aux occupations des toits et aux manifestations. Des amitiés, au-delà des frontières et des années, ont quelquefois émergé de ces rencontres de part et d'autre des grilles. Le mur qui entoure la zone militaire de Moria, dans laquelle se trouve la nouvelle construction de grilles et de cages à base de conteneurs, est trop haut pour y envoyer une caméra ou pour pouvoir communiquer avec les personnes à l'intérieur. Mais la porte qui donne sur la rue n'est fortuitement pas fermée. Il n'y a aucune hési-

tation: tou-te-s franchissent cette porte et entrent spontanément dans la zone militaire interdite. Les statuts concernant le séjour des un-e-s et des autres importent peu à ce moment, pas besoin de se mettre d'accord. Tou-te-s veulent de suite voir de leurs propres yeux et comprendre ce qui se passe derrière ce mur. Moins de 30 secondes plus tard, des échanges ont lieu en différentes langues à travers la grille intérieure. Les personnes enfermées à l'intérieur ne veulent ni grilles ni murs, elles veulent être libres et continuer leur chemin. Quelques-unes d'entre elles seront effectivement libérées dans les jours suivants. Certain-e-s ont pu honorer les rendez-vous donnés à la grille, et reprennent contact à leur arrivée à Stockholm ou à Francfort. De nombreux/ses autres disparaissent tout d'abord dans les grands camps d'enfermement sur la terre ferme grecque, au pire pour 18 mois en centre de rétention.

EXPÉRIENCES COMMUNES AUX FRONTIÈRES

Ce "go-in" [entrée forcée] spontane a été réalisé par des activistes avec ou sans histoire migratoire, qui se sont rencontrés lors du campement NoBorder de 2009 sur l'île de Lesvos. Ensemble, ils/elles ont créé le réseau "Welcome to Europe". De nombreux adolescents et jeunes majeurs, dont le séjour est entre temps assuré en Allemagne ou en Suède, se sont autoorganisés via le réseau "Jugendliche ohne Grenzen" [Jeunes sans frontières][2] En octobre 2013, ils/elles sont retourné-e-s sur les lieux de leur première entrée en UE, avec pour objectif déclaré de transmettre du courage aux nouveaux/nouvelles arrivant-e-s, et de faire à leur tour preuve de solidarité, comme ils/elles avaient pu en recevoir lors de leur propre voyage. Ce voyage retour aux frontières extérieures de l'UE, sous forme de groupe mixte, symbolise une nouvelle donne dans les tentatives d'organisation commune. Tou-te-s celles et ceux qui y ont participé disent que c'était une expérience unique avec ses propre limites, pleine de souvenirs éprouvants, surtout lors de la commémoration des mort-e-s à cette frontière ; mais également une nouvelle et touchante qualité à lutter ensemble, malgré des conditions de départs extrêmement différentes. L'entrée forcée dans le "Pagani de la troika", cette prison construite avec l'argent de l'UE, a précédé des réunions plénières, lors de lesquelles celles et ceux qui venaient d'être libérés insistaient sur la nécessité de fermer cette prison, d'accord avec tou-te-s celles/ceux qui avaient l'expérience de la fermeture de l'ancienne prison de Pagani.

Les rencontres avec les nouveaux arrivants lors de ce voyage ne se sont pas limitées à une simple répétition de l'expérience de 2009,au campement NoBorder, lorsqu´un chapiteau de cirque avait été installé sur le port de Mytilène, avec un Infopoint[3], qui hébergeait des nouveaux/nouvelles arrivant-e-s. Cette fois-ci, c'était une nouvelle constellation, un groupe de composition mixte dès le départ, avec de nombreux liens transversaux. Un rapport de confiance avait eu le temps de s'instaurer, et a permis des contacts intenses, une liaison socio-politique, qui peuvent sensiblement gagner en puissance et permettre de faire des choses ensemble, sans pour autant dissoudre les différences. Des catégories anciennes ont été bouleversées par l'émergence de nouvelles disparités. Des ami-e-s, venu-e-s ensemble jusqu'en Grèce et dont les chemins s'étaient séparés, se sont retrouvé-e-s. Les un-e-s ont refait ce voyage avec un aplomb nouveau, les autres sont marqué-e-s par les dures années, pendant lesquelles ils/elles n'ont pas réussi à en sortir. Tou-te-s étaient touché-e-s par des émotions extrêmes, entre grande tristesse et consolation. Dans quelles conditions la chaîne de l'empathie aurait-elle pu s'épanouir avec plus de conviction?

La composition mixte de ce groupe correspondait en permanence à une forme de chaos productif. A titre d'exemple, une scène: à 4 heures du matin, 4 personnes regardent l'heure. L'un est un jeune afghan qui vit entre-temps en Suède, le second est son nouvel ami marocain, avec qui il a pris contact suite à la grève de la faim des 300 en 2011[4] et les deux derniers sont Soudanais et logent dans l'appartement à Athènes surnommé "l'île de la bienvenue"[5] Ils ont accompagné le jeune afghan à Lesbos. "Zut, il ne reste plus beaucoup de temps pour nous raconter nos vies, on repart dans quelques heures" s'exclament-ils. Voilà qui en dit long sur les folles amitiés qui se créent, mais ceci évoque également le problème du tempo qui nous accompagne en permanence. Il y a autant de liens parallèles que de personnes impliquées. Souvent des malentendus éclatent, qui mettent du temps à être éclaircis. Tout gravite alors soudain autour de la question du respect et de ce qui est ressenti comme un manque de respect. Parfois, c'est à désespérer de constater à quelle vitesse des conflits surgissent et combien d'attention interpersonnelle il faut afin que chacun-e continue, que personne ne se sente bloqué et ne décroche. La méfiance et le niveau de stress sont élevés, au vu des antécédents traumatisants et la peur régit parfois l'atmosphère. Quand c'est le cas, les participant-e-s atteignent facilement leurs limites et de nouveaux conflits sont générés par un trop-plein de sollicitations. La grande avancée de ces processus d'organisations communes est le degré important de spontanéité et de curiosité - à travers celui-ci, tout peut continuer.

WELCOME TO EUROPE

Celles et ceux qui n'ont pas d'histoire migratoire ne sont pas uniquement des soutiens dans ce processus, ils/elles ont leurs prises de positions personnelles et leur histoire propre. Déjà en 2009 il y avait des discussions à l'Infopoint, les nouvelles/nouveaux arrivant-e-s nommant clairement les enjeux: „Be careful“ they said when some of us started crying, “You are not used to war and a life like that, stop listening if you can’t stand it any more. Take care of yourself. We need people like you being our voices as long as we have to stay hidden.” ["Attention" disaient-ils alors que certain-e-s d'entre nous commençaient à pleurer, "vous n'avez pas l'habitude de la guerre et d'une vie telle que la nôtre, arrêtez d'écouter si vous ne pouvez plus le supporter. Prenez soin de vous. Nous avons besoin de personnes comme vous afin de porter nos voix tant que nous devons rester cachés".] Dans la constellation actuelle, une diversité de voix a pu se développer, et on trouve des activistes expérimenté-e-s avec des parcours des plus

divers. Cependant, tou-te-s les participant-e-s insistent sur l'importance de s'associer pour cette lutte avec des activistes d'origine européenne, qui font clairement preuve de solidarité. La guerre et la privation de leurs droits ne font certes pas partie de l'expérience personnelle de nombre d'entre elles/eux, mais elles sont devenues partie intégrante du quotidien partagé. Toute l'expérience n'aide cependant pas à supporter la disparition d'ami-e-s pendant plusieurs mois en taule, simplement pour avoir entamé un voyage, ou le deuil de parents victimes d'attaques mortelles au Pakistan ou au Soudan. La douleur est particulièrement éprouvante lors de rencontres avec des proches de disparu-e-s ou de personnes mortes à la frontière.

A chaque coup de fil provenant de la prison, à chaque appel à l'aide désespéré provenant des forêts enneigées, ou lorsque des proches en larmes cherchent l'être aimé qui a disparu à la frontière, les années leur ont douloureusement appris qu'ils/elles ne peuvent pas accompagner tout le monde et que parfois, la seule solution est d'orienter vers le service de recherche de la croix rouge. Dans les lieux où la souffrance est très grande, la question de décider qui va être soutenu et qui ne le sera pas - car les journées n'ont que 24h - peut devenir un véritable problème. L'attribution d'une place à "l'île de la bienvenue", un petit appartement à Athènes, n'est possible que selon des critères subjectifs - car ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

Une devise aide à prendre ces décisions: celle de s'orienter vers celles et ceux qui sont indispensables à d'autres, parce qu'ils/elles se comportent solidairement. Cela ne fonctionne toutefois pas sans conflits. Il y a des polémiques récurentes autour d'injustices, à la mesure du soutien d'individu-e-s. Pour une bonne compréhension, il est important d'assumer cette subjectivité: "Nous faisons ce que nous faisons, aussi par sympathie et par amitié, nous ne sommes pas objectifs". Les déceptions sont en l'occurence quotidiennes, parfois avec des conséquences blessantes.

Si le désir est émis, de continuer ensemble, il est cependant presque toujours possible de s'expliquer mutuellement. En règle générale il est possible de se parler, mais parfois la communication ne parvient à reprendre qu'après des semaines de coupure. Car quelque chose de différent, de prudemment respectueux, émerge de ce désir subjectivement partagé de "dépasser les frontières qui nous séparent": “They did nice things here in this gathering for the refugees. And great parties! During these parties I could not do anything but say thank you. And my thoughts cannot collect all the ideas and my pen cannot show all the good things that I found here. Welcome to my heart when you told me ‘welcome in Europe.”

[De belles choses ont été faites dans ce rassemblement pour les réfugié-e-s. Et de superbes fêtes! Pendant ces fêtes, je ne pouvais rien dire d'autre que merci. Et mes pensées ne peuvent pas recueillir toutes les idées, mon stylo ne peut pas montrer toutes les belles choses que j'ai trouvé ici. Bienvenue dans mon coeur quand vous me dites "bienvenue en Europe"[6] Pour certain-e-s activistes européens, ça peut paraitre étonnant: nous sommes arrivés ensemble dans une nouvelle culture du remerciement. Pendant le voyage à Mytilène eut lieu une réunion de clôture de plus de deux heures, qui était importante aux yeux de tou-te-s, et lors de laquelle furent exclusivement exprimés des remerciements et des marques de respects réciproques. En ressortent un niveau de respect de base et de considération réciproque, qui permettront de résister aux conflits futurs, lesquels ne manqueront pas d'éclater.

L'histoire de Welcome to Europe ne commença qu'en 2009, avec le campement NoBorder à Lesbos. 500 activistes d'Europe rencontrèrent des centaines de réfugié-e-s et de migrant-e-s venant tout juste d'arriver. Dans la pratique des campements NoBorder cela permit de façon hors-pair de créer des liens directs et durables entre ces mondes si différents.

QUELQUES SÉLECTIONS, EN ACCÉLÉRÉ

Le texte qui suit désigne le mouvement anti-raciste[7] qui a aujourd'hui une vingtaine d'années. En accéléré: au début des années 90, des activistes majoritairement blanche-s et allemand-e-s lancent des campagnes contre les camps d´isolations et les expulsions, qui se perpétraient même après l´abolition factuelle du droit d'asile en 1993. Les protestations des réfugié-e-s ou les révoltes dans les centres de rétention étaient au départ un point de référence central, même si la continuité dans l'auto-organisation des personnes concernées n'était que relative et prenait plutôt forme dans les communautés ethniques. L'initiative "Kein Mensch ist illegal" [aucun humain n'est illégal], créée en 1997, avait pour programme offensif la dépénalisation des Sans-Papiers et le droit aux droits. Malgré tout, cela restait un réseau de soutien allemand/blanc, qui brandissait l'étendard du "support de l'auto-organisation", et dans lequel la question de la différence et du paternalisme était tout à fait posée[8]. En 1998, avec la "caravane pour les droits des réfugié-e-s et migrant-e-s", émerge une première initiative d'auto-organisation supra-communautaire et d'ampleur nationale, à laquelle participe aussi le groupe The Voice, porté avant-tout par des réfugié-e-s africain-e-s. Dans la même année, "kein mensch ist illegal" initie un premier campement NoBorder à Görlitz [ville frontière avec la Pologne], forme de protestation nouvelle contre le régime des frontières. Dans le cadre d'un campement suivant à la frontière Est, et en 2001 à l'aéroport de Francfort, des débats approfondis se mettent en place avec les personnes concernées et auto-organisées ; pour 2002, la décision est prise d'effectuer le 5ème campement NoBorder à Iéna. La proposition émane de l'auto-organisation The Voice, afin de mettre l'accent sur les frontières intérieures des camps d´isolement et le „Residenzpflicht“ (l´obligation de ne pas quitter la region de residence sans permission).

RÉUNIONS EXTRAORDINAIRES SUR LA DISCUSSION CONCERNANT LA DIFFÉRENCE

Lors d'une réunion préparatoire pour le campement NoBorder de Iéna en été 2002, la question se posa de savoir quelles représentations les participant-e-s avaient pour les perspectives futures et d'éventuels projets ultérieurs. Lors des tours de parole, deux

déclarations caractérisaient des positions de départ extrêmement différentes: alors qu'un activiste allemand-blanc expliquait que son engagement futur dépendrait de décisions personnelles qu'il devait librement prendre concernant ses études, un activiste réfugié décrivait qu'il risquait personnellement une expulsion, et par là-même, l'incertitude de se trouver encore en Allemagne quelques mois plus tard, sans avoir aucun pouvoir de décision personnel. Le fossé ne pouvait guère être plus grand, mais l'intérêt réciproque d'essayer de communiquer de façon plus intensive à propos de ces différences prit le dessus, et engagea une série de réunions extraordinaires. Car il s'agissait bien de cela, "de se rassembler en dehors des rencontres préparatoires du campement à la frontière, sans la pression du temps et de l'organisation. Le but était -et est toujours- de pouvoir nommer et discuter des différences induites par le racisme et les différences d'horizons, liés à l'expérience (en ce qui concerne les stratégies politiques, les priorités thématiques, les intérêts concrets, les clichés identitaires, etc.). Certain-e-s activistes ayant participé à ces réunions extraordinaires le formulaient ainsi: à long terme, il s'agit de nous fondre en un NOUS commun, nonobstant les ambigüités et le procès difficile; il a même été question d'hybridisation (trans-identitaire).

Au cours de ces rencontres mixtes, des échanges considérables et ouverts avaient toujours lieu, portés par la volonté de mieux se comprendre et d'apprendre les un-e-s des autres. A titre d'exemple, un extrait tiré d'un bilan: "pour quelques réfugié-e-s, l'incertitude provient du fait que les Allemand-e-s blanc-he-s peuvent à tout moment mettre de côté leurs motivation antiracistes, afin de se consacrer à leur vie privée, à gagner de l'argent ou à d'autres champs politiques. Quelques Allemand-e-s blanc-he-s expriment leur point de vue en retour et jugent les réfugié-e-s qui ne s'intéressent au travail antiraciste que jusqu'à ce qu'ils aient leur papier de séjour, et qui se rangent par la suite dans une vie soi-disant normale." Pendant plusieurs années, lors des réunions extraordinaires, il n'a pas uniquement été question des différentes positions de départ, mais il a aussi été possible de discuter des questions de fond polarisées: de la situation complexe en Palestine et en Israël jusqu´aux débats sur l' "autonomie de la migration"[9].

Un des points forts des explications tournait toujours autour des questions du rapport entre sexisme et racisme, tant sur le plan discursif que pratique. Au campement antiraciste „No Border“ à Iéna il y avait un abus sexiste très grave. En résultat des affrontements, les échanges étaient houleux dans ce groupe exceptionnellement mixte. Grâce à la ferme intention de lutter ensemble, avec et malgré les différences dans des relations de domination complexes, il a été possible lors de réunions de bilan, de reconnaître des erreurs et d'échanger intensément sur ce qui avait généré des blessures ou des surcharges. Avec pour résultat la mise en place de groupes de consultation pour les abus sexuels[10] lors de grands campements d'action.

Au final, tout un cycle de campagnes anti-racisme, en particulier les tournées d'action NoLager [tournées d'action contre les camps d'isolation] de 2003 à 2007[11], auraient été impensables sans réunions extraordinaires. Les bases de nombreuses protestations et d'actions dans et contre les camps ont été posées à travers ces oppositions diverses. Celles-ci eurent pour conséquence une meilleure capacité à l'auto-organisation et des projets variés.

LE PROJET DE CARAVANE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE EUROPE INTERACT

La proposition pour un projet de caravane en Afrique de l'Ouest émane également de Lesbos en 2009, où des activistes de Mauritanie et du Mali furent invités en tant que délégués au campement NoBorder. Leur question: pourquoi ne pas organiser un plus grand projet (NoBorder) en Afrique de l'Ouest? Cela permettrait d'aborder les question de Frontex et l'externalisation des frontières de l'UE dans cette région. Le forum social mondial prévu à Dakar ne serait-il pas une occasion possible? 1 an et demi de dur labeur était à prévoir entre l'idée et la réalisation concrète d'une caravane avec 5 cars de Bamako à Dakar, et la création du réseau Afrique-Europe-Interact. Lors de la préparation déjà, et de manière plus forte encore dans la réalisation, avec 250 personnes constituant un groupe mixte, le défi central d'un tel projet apparaissait distinctement: comment travailler ensemble, d'égal à égal, malgré (et avec) l'incroyable manque de ressources dans un des pays les plus pauvres du monde? Comment gérer la situation, lorsque même des participant-e-s à la caravane n'ont pas assez à manger? Lorsque des expulsé-e-s, originaires du Mali ou des migrant-e-s en transit venant d'autres pays, doivent se battre au quotidien pour leur survie? Et lorsque la précarité a une valeur existentielle incomparable à la situation d'ici? De telles différences peuvent-elles jamais être dépassées dans un projet politique présumé commun ?

Le projet de caravane a certainement été un choc des mondes dans un premier temps, mais c'était tout de même un début. Une rencontre, un échange - pas dans le cadre de petites délégation - mais dans le contact direct entre de nombreuses personnes. Pendant la préparation, des prédécisions préalables et communes ont été prises ; il s'agit de revendications à double niveau, de liberté de circulation ET de développement équitable, du droit de partir ET du droit de rester. La toile de fond de la migration et de l'exil restent au coeur du sujet: la domination néocoloniale et les rapports d'exploitation déterminent la disparité nord-sud et sont à combattre en interaction commune sur les deux continents: Afrique-Europe-Interact! Cette approche transnationale s'est pérénisée depuis 3 ans, non seulement au travers des projets au Mali mais aussi avec des activités en Tunisie et au Togo[12].

DÉFIS ET PERSPECTIVES

Les expériences esquissées ici ont généré de nombreuses discussions, desquelles on peut retenir que la différence et le paternalisme ne sont pas faciles à dépasser; de même pour le régime des frontières qui n'aurait pas été aboli durant les 20 années qui constituent le pannel d'expériences de ce texte. De nombreuses questions issues des réunions extraordinaires il y a 10 ans se posent de manière identique dans les ten-

tatives actuelles d'organisation mixtes et transnationales. Cependant, les dynamiques actuelles de protestation auto-organisées de réfugié-e-s, comme par exemple le groupe "Lampedusa à Hambourg", profitent de la continuité avec des protestations antérieures, ainsi entre autres de la cooperation solidaire avec la "caravane pour les droits des réfugié-e-s et migrant-e-s" [13]qui a plus de 15 ans d'histoire et qui peut amener et transmettre les expériences de ces nombreuses années de tentatives d'organisation transnationale.

De nombreuses choses ont changé, parfois imperceptiblement, sur le plan social. Dans les sociétés européennes, la chute dramatique de l'accès aux droits contraste avec le sentiment irrévocable d'être arrivé. On peut aussi le ressentir dans les protestations de rue, lutter côte à côte est naturel. Un exemple d'actualité ; les luttes massives de milliers de lycéen-ne-s qui ont protesté en octobre 2013 en France contre l'expulsion de Leonarda, 15 ans, vers le Kosovo. Elle avait été arrachée à un bus scolaire pour être expulsée. Les images de ces manifestations de lycéen-ne-s parlent pour elles: des jeunes protestent en Europe, que leurs parents aient une histoire migratoire ou non semble ne presque plus avoir d'importance. Tou-te-s sont unie-s dans la confrontation face à la police. Cette protestation a abandonné le paternalisme et affirme de manière générale qu'ils/elles ne veulent pas vivre dans une société dans laquelle des camarades de classe peuvent être expédié-e-s avec violences dans des pays où ils/elles ne se sentent pas à la maison. Toutes celles et ceux qui sont ici, sont d'ici.

Des réseaux comme "Welcome to Europe" ou Afrique-Europe-Interact" ne sont ni plus ni moins que des processus expérimentaux afin de développer une solidarité transnationale au sein d'organisations mixtes. Un regard plus attentif montrera peut-être que les amitiés issues de ces expériences symbolisent les changements déjà effectués, en dépit de toutes les différences. Si on compare les images des lycéen-ne-s français-e-s lors de manifestations contre les expulsions et les images des ativités à Bamako ou à Mytilène, il apparait clairement que l'organisation commune, malgré des conditions de départ extrêmement différentes, n'est plus un phénomène exotique. Ca fait longtemps qu'on a commencé à façonner ensemble le quotidien. ⊙

MARION BAYER & HAGEN KOPP,
KEIN MENSCH IST ILLEGAL HANAU

[1] La vidéo "Voices of Pagani" a été tournée par des détenus réfugiés et mineurs. La caméra avait été relancée à l'extérieur lors d'une rencontre ultérieure: http://w2eu.net/2009/08/20/voices-from-the-inside-of-pagani-detention-centre/

[2] Le réseau "Jugendliche ohne Grenzen" (JOG) [ndt: jeunes sans frontières] est un réseau fondé en Allemagne en 2005 par des jeunes réfugié-e-s, voir aussi: http://jogspace.net/about/

[3] Une documentation exhaustive des journées à l'infopoint de 2009 à Mytilène se trouve dans la brochure anglophone "Infopoint during Noborder Lesvos 2009": http://w2eu.net/files/2010/03/Infopoint.pdf

[4] En mars 2011, des sans-papiers principalement marocains ont mené une grève de la faim de 44 jours à Athènes et en Thessalonique ; ils ont obtenu des papiers, ainsi qu'une autorisation de travailler et la possibilité de retourner au Maroc et d'en revenir. Une des nombreuses victoires partielles, réputée impossible, suite à une protestation massive: http://w2eu.net/category/hungerstrike300

[5] L'île de la bienvenue est l'appartement d'urgence du réseau "Welcome to Europe" à Athènes, dans lequel vivaient une constellation mouvante de réfugié-e-s originaires du Soudan. Pour de plus amples informations, voir ici: http://wohnschiffprojekt.blogsport.eu/willkommensinseln/konzept/

[6] Nour Nawar, un réfugié du Soudan, est venu d'Athènes pour la réunion à Mytilène. On peut lire la traduction anglaise de son texte en arabe sur le blog "birdsofimmigrants", on y trouve également d'autres textes issus du voyage à Mytilène en octobre 2013: http://birdsofimmigrants.jogspace.net/2013/10/15/my-first-time-in-mytilini/

[7] Le point de référence est le mouvement antiraciste "autonome" qui s'est développé nationalement à partir de 1991 ; dans les années 70 et 80, il y avait déjà des mouvements et des organisations actives dans l'antiracisme (sans forcément se nommer ainsi)

[8] cross the border (Ed.) (1999): kein mensch ist illegal. Ein Handbuch zu einer Kampagne. [ndt: un guide d´une campagne]

[9] Voir entre autres le débat: "pas de romantisme SVP", http://thecaravan.org/node/19

[10] Texte de 2003 sur la pré-histoire des groupes de consultation, lors de la tournée d'actions contre les camps: http://de.indymedia.org/2004/09/92300.shtml

[11] Viele Texte zu den Anti-Lager-Action-Touren und –Aktionen zwischen 2003 und 2007 finden sich auf der Archiv-Seite des NoLager-Netzwerks: http://www.nolager.de/blog/node/72

[12] De nombreux textes sur les tournées d'actions contre les camps d´isolation entre 2003 et 2007 se trouvent dans les archives du réseau Nolager: http://www.afrique-europe-interact.net

[13] Site web de la caravane pour les droits des réfugié-e-s et des migrant-e-s: http://thecaravan.org

La Critical whiteness comme catalysateur

LES EXPÉRIENCES DE L'ORGANISATION TRANSIDENTITAIRE ET TRANSNATIONALE

Remarques préliminaires de Transact: ce texte est une version légèrement raccourcie d'un article paru, sous un autre titre, dans le journal "Phase 2", à la suite du camp Noborder de Cologne (2012)[1]*. Le choix de publier à nouveau cet article, dans cette brochure, ne veut pas dire que nous avons l'intention de poursuivre indéfinement les débats de Cologne (ainsi que nous l'exposons dans notre introduction). Non, ce qui nous tient surtout à coeur, c'est que ce texte, en faisant référence aux pratiques des processus trans-indentitaires et trans-nationaux (le réseau Nolager, Afrique-Europe-Interact et Welcom to Europe), ébauche une compréhension de la Critical Whitness dont le questionnement principal est le suivant: comment, au sein de réseaux constitués de façon hétérogène avec des conditions de départ très inégales, peut-on faire face, d'une manière constructive, aux privilèges et aux dominations.*

RÉTROSPECTIVE

En 2003, le cycle de Grenzcamps (camps anti-frontières) antiracistes, démarré en 1998, s'est heurté à de gros problèmes, au moment même de la préparation. La pierre d'achoppement a surtout été la question dans quelle mesure on devait, au moins du côté allemand-blanc, continuer à aborder l'antiracisme de gauche comme une coopération composite et trans-identitaire – une exigence qui, dans le contexte des Grenzcamps, sous-entend la mixité "réfugiés/non-réfugiés". Et pourtant: quand il y avait conflictualité, les discussions se sont révélées vraiment productives; on en veut pour preuve la naissance, dans les années qui ont suivi, de nombreux projets transidentitaires, comme, par exemple, le réseau Nolager (2002-2007) suprarégional ou, depuis 2009, les deux réseaux Welcome to Europe et Afrique-Europe-Interact clairement transnationaux. Que ce soit sous l'intitulé "hybridité" ou "organisation trans-identitaire", les débats internes tournaient toujours autour de la question de savoir à quoi pouvait bien ressembler une coopération égalitaire, compte-tenu de conditions de départ plus ou moins inégales. Le concept de la "critical whiteness", importé des USA, a, depuis le début, servi de réplique à cette problématique. Selon ce concept, dans la confrontation scientifique, artistique et politique avec le racisme, la privation des droits des noirs ou de tout autre personne affectée par le racisme ne serait pas le seul facteur à jouer un rôle de premier plan, il y aurait aussi la critique de la suprématie blanche et de ses privilèges. Ce qui s'est produit lors du camp Noborder, à Cologne, est d'autant plus incompréhensible, voir même grotesque, et ceci, du reste, sur le même terrain qu'il y a neuf ans. En effet, il y a encore eu des désaccords, mais cette fois-ci dans des conditions inverses: à présent, ce n'est plus la scène blanche et autonome qui remet en question la coopération avec les groupes de réfugiés auto-organisés, mais diverses PoC (People of Color) et activistes blancs, chargeant la critical whiteness d'autorité et d'identitaire. La critique principale, articulée de façon véhémente, était concernant les racismes et les dominations effectifs ou supposés de la part de participants blancs au camp, mais de manière impitoyable que bon nombre d'activistes réfugiés, comme en 2003, se sont senti, avec leurs préoccupations politiques, contraints à une marginalité discursive. Quelques exemples: dès le troisième jour du camp, une interdiction totale de la consommation d'alcool et de drogue a été exigée, soit-disant pour garantir la sécurité des participants non-blancs. De plus, des porteurs-ses de dreadlock blancs ont été invités, par voie de billets, à couper leurs cheveux, à cause d'un dit "canibalisme culturel". Et quand, lors de l'assemblée plenière de clôture, il a été demandé avec le plus grand sérieux à un activiste nigérian de The Voice Refugee Forum de ne pas se définir comme "victime", mais comme "une personne touchée négativement par la discrimination", la polémique autour de concepts fâcheux est repartie de plus belle. Le summum a été atteint avec deux actes de répression musclés: d'abord, un workshop de l'organisation de migrantes agisra a été déprogrammé, après que des participants blancs au camp se soient distingués, lors d'un précédent atelier de la même organisation, par un comportement discriminant – une manière de faire, à plusieurs reprises, fortement critiquée par agisra. Puis, la tentive de flanquer à la porte, sans explication, une activiste blanche pour cause d'offense raciste, quand, 6 semaines après le camp, la supposition nourrie, depuis le début, qu'il s'est agi d'une confusion de personnes s'est avéré vraie[2].

Le déroulement des événements à Cologne a soulevé de nombreuses questions fondamentales, mais l'une d'entres elles est à mettre tout de suite en relief: l'objet de la confrontation n'est pas la critical whitness en soi, car ce concept n'est intrinsèquement ni autoritaire ni identitaire. La critical whit-

ness conçoit le racisme plutôt comme un système d'inclusions et d'exclusions finement échelonnées qui permet l'accès ou non aux ressources. Et ce, en faisant référence aux régimes de représentation, nés sous le colonialisme, qui classent les êtres humains d'après leur couleur de peau ou d'autres critères distinctifs prétendus sigificatifs, comme "noir", "blanc", "arabe", etc, créant ainsi artificiellement une appartenance à un groupe, allant jusqu'à "l'ethinicisation" des corps. Concrètement: quand on parle de "blanc", "noir" ou de People of Color, on ne fait pas référence à la pigmentation de la peau ou à d'autres caractéristiques personnelles, mais à des positions sociales qui, dans les rapports politiques, culturels, juridiques et socio-économiques, accompagnent les vécus différents, voir opposés. En conséquence, certains activistes, que l'on pouvait assimiler visuellement à la société majoritaire (mot-clef: passing), présents à Cologne se sont définis comme des PoC, car, par leur nom de famille ou leurs liens familiaux, ils étaient, sont exposés à la discrimination sociale. Autrement dit, le conflit qui a éclaté à Cologne, tourne autour de la question des différentes approches de la critical whitness, et également de celle de savoir comment on a pu en arriver à un virage autoritaire et politico-identitaire. A partir de là, il est important de fixer son attention sur les expériences accumulées au cours des différentes coopérations trans-identitaires passées et présentes. Car c'est seulement de cette manière que l'on pourra comprendre les faiblesses et les contradictions de la critical whitness défendue bec et ongle à Cologne. Surtout, si on prend en considération le constat à la fois simple et fondamental que la question de la façon de s'y prendre avec les dominations et les privilèges s'impose pour ainsi dire d'elle-même à chaque fois que des activistes venant de contextes et de conditions de départ différents travaillent ensemble.

LA CRITICAL WHITNESS À LA LECTURE DES PRATIQUES

A aucun moment, l'approche théorique et académique de la critical whitness ne s'est trouvée au centre des préoccupations des réseaux transidentitaires comme le réseau No Lager ou Afrique- Europe-Interact. Ca aurait été pratiquement impossible, du seul fait des différences de bagages éducatifs. Au niveau thématique, cependant, de nombreux débats, émergeant du processus d'organisation quotidien, ont souvent tourné autour de questions, problèmes et revendications touchant incontestablement à l'essence même du discours de la critical whitness. Pour comprendre ce que cela signifie concrètement, voici quelques exemples clefs, tirés de ces dernières dix années – en tenant compte en particulier du savoir-faire quotidien avec les dominations et les privilèges [(3)]:

a) Il est arrivé à plusieurs reprises, par le passé, lors d'événements antiracistes, comme des camps ou des conférences, que des réfugiés masculins se livrent à des agressions sexuelles. Il aurait été possible, cependant, de réfléchir à l'élaboration des stratégies préventives et d'interventions communes, mais ces circonstances ont été pour certains groupes de blancs de nouveau l'occasion de réclamer, aux organisations de réfugiés participantes, à la fois une meilleure observation des hommes mobilisés par eux et une explication de l'antisexisme comme condition préalable à une coopération antiraciste – ça s'est passé ainsi, par exemple, lors de la parution d'une lettre ouverte très discutée, adressée au The Voice Refugee Forum par des participant-e-s à un camp antifasciste, à Weimar, en l'an 2000. Ce qui a produit, évidemment, des réactions très virulentes, surtout de la part des personnes directement visées. D'un côté, parce que, par la-même, il a été fait recours à des stéréotypes fortement enracinés dans le régime de représentations colonial, comme quoi le sexisme serait un problème spécifique aux noirs et aux non-blancs. De l'autre, parce que cette critique serait une menace antisexiste déguisée, exprimée par des antiracistes blancs qui, d'une manière complètement subjective, se donnent le privilège XXL de pouvoir choisir eux-mêmes si, comment et avec qui ils s'engageraient sur le plan antiraciste – y compris avec l'option corollaire de procéder à des séparations personnelles, sur la base de lignes de démarcations toutes faites, racistes, au lieu d'aborder le problème comme un conflit interne. Et donc, il a été d'autant plus important que l'on se soit mis d'accord, après d'intensifs débats, lors de la mise en place du réseau NoLager, sur le fait que le racisme et le sexisme sont problématiques à égalité et de surcroît imbriqués de telle sorte qu'il est impossible de les hiérarchiser. Une décision qui s'est traduite par la constitution d'un "groupe de contact en cas d'agression sexiste" transidentitaire, lors du camp antifrontières de Cologne et durant les journées d'actions anti-Lager à Fürth, en 2003, avec la partipation du The Voice Refugee Forum.

b) C'est au cours du congrès des réfugiés de Jena, en l'an 2000, qu'un des conflits les plus virulents entre les activistes allemands du groupe de préparation du camp antifrontière et The Voice Refugee Forum, a eu lieu, lors du lancement de la campagne contre la Residenzpflicht (assignation à résidence). En effet, le projet a été taxé d'"humanitaire" et donc "limité sur le plan de la politique des réfugiés"; de plus, au vu de sa persistance quelque peu propagandiste, parfois, The Voice Refugee Forum s'est vu reprocher de "surfer" sur la mauvaise conscience des activistes européens, dans le seul but de recruter des "soldats de campagnes". Cette critique a également été démentie. Il a été répliqué que cette position négative par rapport à cette campagne était l'expression de l'ignorance des blancs envers une loi d'exception raciste qui constitue une expérience douloureuse d'humiliation, d'isolement et d'intimidation de l'ensemble du quotidien des réfugiés et donc par là même est responsable du fait que le droit à une activité et une organisation politique n'est pas pris au sérieux par des réfugiés. De plus, l'expression prétentieuse et dominante de la critique a été récusée. Car, elle fait l'impasse sur le fait que des actions comme les camps antiracistes contre les frontières ne sont pas pour les réfugiés des terrains symboliques (comme le suggérait à l'époque l'expression usitée "communisme du dimanche"), mais un espace politique dans

lequel on convient de nombreux soutiens et connections. Dans l'ensemble, il en est résulté pour une partie non négligeable de la communauté des Grenzcamps que l'antiracisme doit s'orienter davantage en fonction des luttes, parfois à peine visibles, des réfugiés, migrants et PoC. Une approche que Kanak attak, pour sa part, a décrit ainsi: "l'identification empathique pour les intérêts de Reproduction subjectifs" des migrants et qui a été capitale pour une diversité d'orientations fondamentales, comme, entre autres, la naissance du réseau NoLager.

c) Dans les constellations transidentitaires où l'on travaille côte à côte, en toute confiance et dans la continuité, la façon de s'y prendre avec les cas de privilèges plus ou moins graves joue automatiquement un rôle éminent – comme, par exemple, lorsque dans le cadre du Tour-Anti-Lager (2004), des réfugiés entrèrent en lice, qui, depuis des années, végétaient litéralement dans un des Lager (camp des réfugiés) de l'est de l'Allemagne ou bien, lors de la caravane Bamako-Dakar (2011) lorsque des activistes européens ont été hébergés par une organisation de réfugiés à Bamako, alors que juste avant, 50 personnes expulsées de Lybie venaient d'arriver dans leur local. C'est sur la base de telles expériences que le concept de "l'accountibility", connu des débats sur la critical whitness, a assez tôt fait son apparition, comme maxime pragmatique, c'est à dire l'astreinte que se donne des activistes blancs de partager systématiquement des ressources temporelles, symboliques et matérielles sur le long terme, en s'aidant du Powersharing, pour s'allier des réfugiés, des migrants et des PoC. A ce sujet, il était absolument incontesté que des actes individuels seuls ne suffiraient pas à faire disparaître l'inclusion et l'exclusion structurelles. Non, l'exigence proférait plutôt, par le biais de l'Accountability, de casser soi-même la dichotomie "vous-nous", née au sein de la structure raciste de la société, au moins dans le champ d'action antiraciste. Et pour finir encore sur ce sujet, au cours de tel processus d'organisation surgissent inévitablement des effets secondaires du racisme, par exemple quand, tout à coup, ça touche tes propres compagnons ou amis qui sont menacés d'expulsion ou attrapent la malaria ou bien si dans l'intérêt de tous, il s'agit de se défendre contre les tracasseries et brimades racistes d'un bureau d'état civil ou d'un service des étrangers.

d) La célèbre devise: "Si tu es venu pour m'aider, tu gaspilles ton temps, mais si tu es venu parce que ta liberté est liée à la mienne, alors commençons à travailler ensemble" de l'activiste Murri Lilla Watson (australienne) et reprise, en 2003, sur des T-shirts imprimés par l'Initiative des Réfugiés du Brandenburg (FIB) s'est entre-temps cristalisée comme lien programmatique de tel processus ou de processus semblables.

Manif des familles des refugiés qui sont disparus en traversant les mediteranés [Photo:Leona Goldstein]

Preparation d'un évenement de commemoration aux refugiés qui se sont noyés à Thermi/Lesvos/Grèce 2013 [Photo: Marily Stroux]

Jusqu'à aujourd'hui, cela signifie litéralement trois choses: la première, c'est la propention à l'accountibility dans le sens déjà évoqué. La deuxième, c'est l'ouverture pour les confrontations politiques, même si ça touche aux limites du supportable. Ainsi, dans le réseau NoLager, pour citer un deuxième exemple, il y a souvent eu des échanges verbaux historico-politiques nerveux, entre autres sur la question de la (dis)-continuité entre les crimes du colonialisme et la machinerie à éliminer du national-socialisme – y compris, suite à la critique des activistes réfugiés d'une hiérarchisation à conotation eurocentriste des victimes. La troisième, c'est l'effort, dans la coopération quotidienne, aussi bien de compenser l'inégalité des conditions de départ que d'éviter les dominations. Avec, entre autres, la mise à disposition de traductions, du doigté avec les prises de paroles en public, en tenant compte du fait que tout le monde n'a pas les mêmes facilités d'accès à l'internet ou au téléphone ou bien à l'écriture, l'établissement du multilinguisme, le soutien de l'auto-organisation comme moment intégral de l'organisation transidentitaire, le financement collectif des activités politiques, etc.

LA CRITICAL WHITNESS PRISE AU PIÈGE DE L'AUTORITÉ ET DE L'IDENTITÉ

Au cours du camp Noborder de Cologne, l'association explicite de la critical whitness avec l'organisation transidentitaire a été dénoncée, en permanence, comme une sorte de programme confortable pour les blancs, soit-disant parce que lors de différentes coopérations, la discussion sur les rapports de domination était insuffisante. A cet endroit, dans le contexte de l'expérience esquissée, il est important de dire clairement que la critique est déplacée, mais aussi que la bonne dose de paternalisme qui accompagne ce genre de focalisation sur la domination blanche joue à plein, plus ou moins volontairement. Ainsi, la marginalisation des revendications politiques des réfugiés, à Cologne, a été exclusivement imputée, par la fraction non-transidentitaire de la critical whitness, à l'attitude de domination blanche. Mais, sans tenir compte, une seule seconde, du fait que la majorité des activistes réfugiés ont critiqué sans ambiguité, dans une déclaration rendue publique le dernier jour, leur "isolement et le fait qu'on les ignore" ainsi que "la monopolisation du camp par un certain groupe" (c'est à dire le courant-critical whitness en question). Ou bien du fait que dans d'autres prises de position venant de groupes politiques de réfugiés, il était question d'"atmosphère de peur et d'oppression", surtout parce que des activistes blancs se sont laissés entraînés dans des manifestations de solidarité complètement inadéquate, de peur de passer pour des racistes. Il semblerait finalement que les incidents survenus dans le cadre du camp NoBorder de Cologne, soient surtout l'expression d'une interprétation très contestable de la critical whitness, comme nous allons, en conclusion, le montrer ici:

Bien que le discours de la critical whitness fasse ressortir l'aspect construction sociale des identités ethnisées (pratiquement au même titre que le système de genre binaire

mâle/femelle), à Cologne, les conceptualisations fortement essentialisées et donc dichotomisées ont dominé – et ceci avec l'apparition inévitable d'effets de pigmentation, comme il ressort d'une lettre ouverte, écrite à l'occasion d'un conflit semblable à Berlin, de la manière suivante: "Nous les blancs (personnes), nos corps, nos voix, nos réflexions sont toujours racistes (...) Ou bien nous sommes sollicités ou bien on se tait!". Dans ce monde-là, il ne semble ne plus y avoir ni luttes sociales, ni développement personnel ou organisation transidentitaire, mais à la place, les acteurs de la société sont fait prisonniers de leurs positions de départ respectives. Dans ce contexte, ça n'était sûrement pas un hasard si le courant-critical whitness, ici critiqué, a ignoré toute référence aux projets transidentitaires – y compris l'allégation inlassablement ventilée, mais à peine étayée d'exemples concrets, que les activistes blancs n'ont pas montré le moindre intérêt pour la confrontation autocritique avec les privilèges, les dominations et les blessures.

Par ailleurs, la dichotimisation identitaire et la polarisation n'aurait pas pris autant d'importance, s'il n'y avait pas eu auparavant, comme esquissé au début de ce texte, une corélation de kit de procédés autoritaires et répressifs – entre autres, en ayant recours à la variante de la Definitionsmacht (pouvoir de définition) que nous critiquons dans cette brochure. Dans l'ensemble, les traquenards cités plus haut ont amené, au cours du camp NoBorder à une moralisation extrême du discours politique, même à une "mise au pas du sujet à travers une invocation morale", comme Vassilis Tsianos, cofondateur de Kanak attak l'exprimait à juste titre dans une interview[4]. Le soucis de vouloir réglementer en permanence la communication, en exigeant de parler de "personnes en fuite" au lieu de dire les "réfugiés" en fait partie. Ou bien la dénomination d'une manière rituelle de ses propres privilèges, surtout par un auto-positionnement aussi bien superficiel qu'obligatoire au début des prises de parole ("je parle d'une perspective blanche, je suis "femmisé-e", issu de la classe moyenne et profite de l'hostilité contre les handicapés"). De plus, nous avions le droit à une double morale permanente: ainsi, le reproche que la référence positive des activistes blancs aux prises de positions critiques des réfugiés serait une expression d'une stratégie de domination-partage issue du colonialisme, alors que, au sein de la communauté-critical whitness du camp, l'orientation d'après les estimations des PoC participants sont devenues incontournablement force de loi.

Même si la conceptualisation de l'organisation trans-identitaire, ici mise en avant, est avant tout issue des débats pragmatiques du cinquième Grenzcamp, en 2002 à Jena, les concepts théoriques ont joué, à l'époque, un rôle très important – surtout la thèse de la chercheuse en sciences sociales israëlienne, Nira Yuval-Davis, s'inspirant des initiatives pour la paix israëlo-palestiniennes. Car, dans son premier livre "Genre et nation" (édité en 1997), elle a développé, en référence aux théoriciens post-coloniaux comme bell hooks et Gayatri Chacravorty Spivak, le concept influant de la "politique transversale", laquelle vient de deux prémisses: d'un côté, la possibilité d'un dialogue transversal, selon laquelle des "communautés de pensée" ou des alliances sur la base d'un "système de valeurs" commun, peuvent être constituées, malgré des positions sociales différentes. De l'autre, le constat que tous les "conflits d'intérêts" ne sont pas réconciliables et donc que le dialogue se heurte inévitablement à des limites. Il est ici mis en relief que les deux perspectives s'avèrent très bénéfiques pour le travail quotidien d'un réseau composé d'une manière hétérogène et qu'ainsi une sorte de base de mise en pratique de la critical whitness s'est pour ainsi dire imposée, surtout la question de savoir comment, d'une manière non-identitaire et non-autoritaire et venant de différentes conditions de départ, on peut s'y prendre avec les dominations et les privilèges. ⊙

OLAF BERNAU – ACTIF AU SEIN DES RÉSEAUX AFRIQUE-EUROPE-INTERACT ET NOLAGER DE BRÊME

(1) Dans le piège de l'autorité et l'identité. Mots clef pour le débat sur la critical whitness, à l'occasion du camp NoBorder de Cologne, 2013, Phase 2, N°44

(2) Pour plus de précisions, on peut consulter le rapport écrit par NoLager Bremen, le 25 Juillet 2012 et publié sur Indymedia

(3) Auf HYPERLINK "http://www.afrique-europe-interact.net/"www.afrique-europe-interact.net on peut trouver sous la rubrique "Sur nous/préhistoire" des textes documentés dans les années 2002-2011, élaborés dans le contexte des débats et conflits ici présentés.

(4)Cf. Jungle World N°32, 9 août 2012

Photo d´un refugié disparu à la région frontalière du Turquie/Grèce [Photo: Marily Stroux]

„L'étiquette "supporter“ comme un moyen de se tenir en dehors“

ENTRETIEN AVEC REX OSA (THE VOICE REFUGEE FORUM)

Rex, tu as déjà plusieurs fois fait remarqué dans des discussions que tu n'aimes pas l'expression "supporter“, peux-tu expliquer pourquoi?

Normalement, j'ai toujours parlé d'activistes réfugié-e-s et non-réfugié-e-s quand il s'agissait de nommer ceux et celles qui sont actifs*actives dans le mouvement pour le droit des réfugié-e-s et des migrant-e-s. Je me suis moi-même malheureusement pris sur le fait d'utiliser le mot supporter sans y avoir réfléchi, car ce mot est très populaire dans les luttes actuelles. D'un point de vue critique, supporter signifie d'une certaine manière ignorer les responsabilités au sein du mouvement. Dans certains cas, des activistes se présentent même en tant qu'assistant, ce qui est pire. Cette étiquette de supporter a été renforcée après le Noborder camp en 2012 à Cologne, lorsque des activistes non réfugié-e-s se sont conduit-e-s le début comme des "coupables sans conviction". Ils voulaient ainsi éviter toute accusation, sur fait qu'ils auraient reproduits des hiérarchies ou bien essayé d'être dominant à travers des propres discours ou idées, en particulier sur des thèmes concernant les migrant-e-s et réfugié-e-s. Le scénario au Noborder camp s'est transformé en une atmosphère d'isolation lorsque les activistes non-réfugié-e-s se sont eux-même réduits à rester en retrait et faire comme s'ils trouvaient super tout ce que les victimes du racisme ont déballé, même si ce qui a été dit était de toute évidence absurde. C'était en fait une situation effrayante d´une fausse solidarité, que je décrirais comme "culpabilité sans conviction".

Que veux-tu dire par responsabilité? Quelles sont les responsabilités des activistes allemand-e-s dans les luttes communes?
On doit tous et toutes accepter le fait que nous avons le devoir et la responsabilité de faire de la planète un endroit ou l'on peut mieux vivre. On est tous et toutes confronté-e-s à des problèmes de différents niveaux, qui sont tous liés avec le contrôle absolu du système actuel, système qui sert l'idéologie impériale renforcée par des mécanismes brutaux et injustes.

Il est clair que les réfugié-e-s sont les plus vulnérables, car ils n'ont pas de place ni dans leur pays d'origine ni dans le monde impérialiste, malgré l'attente que leur sécurité soit garantit ici. Il est également important de comprendre les situations auxquelles les personnes sont confrontées ici, et la difficulté de resister les privilèges qui leur sont disponibles, privilèges qui contribuent à la construction de l'Occident aux frais de nous, les refugié-e-s en détruisant nos pays.

La responsabilité des activistes non réfugié-e-s commence avec la compréhension que nous avons vécu des siècles d'esclavage, d'exploitation, de racisme et d'extermination, tout ça pour construire les privilégès dont ils profitent aujourd'hui. De plus, la responsabilité des activistes non réfugié-e-s commence avec la conviction que toutes les structures doivent être dénoncées, structures qui légitiment la séparation et l'exploitation raciste, qui excluent les personnes et qui les divisent en certaines classifications. En effet, la dignité est le droit authentique de chaque être vivant, la dignité sans distinction raciste ou autre.

Prendre ses responsabilités signifie être sincèrement solidaire, ce qui inclut également l´acces à l´autoprise en charge (empowerment) de personnes réprimées contre toute structure injuste, contre les poursuites coloniales qui ont toujours été transformées pour servir le bien-être de l'Occident. Je veux dire par la que nous devons travailler ensemble pour démanteler la forteresse de la politique étatique, une politique de la brutalité, de la militarisation, de l'exploitation et de la discrimination, donc également toute structure qui favorise le division des personnes en classes. Cela concerne également les europé-en-ns.

La peur d'être confronté au reproche de reproduire une domination raciste empêche beaucoup d'activistes non réfugié-e-s à donner leur avis lors de décisions critiques dans des luttes de réfugié-e-s. En fait, pour moi c'est également raciste de ne rien dire alors que tu es convaincu que cette décision aura des conséquences négatives, de rester en retrait afin que les „pauvres réfugié-e-s“ puissent faire ce qu'ils veulent, et qu'en plus tu fasses passer ce comportement pour du respect envers les organisations autogérées.

D'un autre côté, certain-e-s réfugié-e-s sont également demandé-e-s à considérer le rôle des activistes non réfugié-e-s comme étant celui de "supporter ", c'est-à-dire ils considèrent les activistes non réfugié-e-s comme des personnes simplement passives et sans droit de parole lors de prises de décision. Mais enfin moi je suis convaincu que l´auto-organisation ne cree pas un espace de non-respect à l´egard de l´engagement des activistes non-réfugié-e-s

Je trouve très problématique qu'une forme d'organisation auto-gérées se pratique selon la devise "nous le faisons de toute façon, comme nous le voulons et personne n'a pas le droit de remettre ça en question", surtout pour notre développement futur dans l'ensemble du mouvement. Des propos tels que "je ne peux pas prendre de décision" sont devenus très populaires au sein de nombreux activistes de gauche - bien que quelque-un-e-s de ces activistes restent à l´arrière-plan et dirigent tout de là-bas et dans l´assemblée ils font du chiqué.

Pour moi, l'idée de supporter m´apparais un peu comme ça: des réfugié-e-s en colère décident de lancer un appel à la solidarité pour leur plan de se noyer en mer en guise de signal et pour exercer une pression publique concernant la situation en général des réfugié-e-s... Qui, parmi les soi-disantes supporters, serait volontaire pour participer à cette action? Même lors de la grêve de la faim, combien de soi-disantes supporters y ont participé? L'étiquette „supporteur“ est un moyen, pour de nombreux et nombreuses activistes de gauche, de se tenir en dehors, de ne pas faire le pas d´affronter directement l'injustice de l'Etat mais plutôt de trouver ça bien secretement, au lieu de se battre pour des mêmes droits et libertés pour tout-e-s.

Est-ce que cela signifie que les luttes auto-organisées de réfugié-e-s et les luttes communes vont ensembles, au lieu d'être une contradiction dans le sens de ce fameux slogan: "Comment est liée ta libération avec la mienne?"
En fait, il y a une certaine ligne sur laquelle nous devons construire notre solidarité. Celle-ci doit faire ressortir les exigences des personnes concernées, sans compromis concernant leur dignité et leur liberté. Nous devons prendre la place de parler pour nous-mêmes, de croire à la désobéissance civile envers les lois racistes, d'exiger la suppression des paquets de nourriture, de bons d'achat, de camps d´isolement.. Pour tout ça, aucune négociation n'est nécessaire, qui selon nos propres droits à la dignité restreindrait ces exigences. Nous portons tous et toutes la responsabilité de rendre le monde viable pour tout-e-s ceux et celles qui existent dans le monde.

Pourtant, tu as vecu des discriminations, des dominations et même du racisme lors de collaboration avec des activistes allemand-e-s. Peux-tu citer deux ou trois exemples?
La campagne "abolish" a été une expérience très intéressante pour moi. Le problème était que l'on avait à faire à une expertise au sein du paternalisme, à travers laquelle nos capacités en tant qu'éléments de transformation ont été affaiblies. Ca a déjà commencé lors de la première réunion de préparation à Nürnberg, lorsque l'on a essayé de trouver un nom approprié pour la campagne. Lors de cette réunion, pendant laquelle très peu d'activistes refugié-e-s étaient présent-e-s, l'exclusion d'un nom de campagne contenant le mot "persécution" devait être imposée à travers un vote commun. Sous le prétexte que ce mot rendrait plus difficile la mobilisation de la solidarité en Allemagne, cette oppression ne devait plus être nommée par son propre nom. Ca s'est poursuivi jusqu'à

la dernière réunion de préparation à Berlin, avec les mêmes reproductions de hiérarchies et de pedanterie par rapport à ce qui devrait avoir lieu pendant la campagne. Personnellement, je trouve également difficile de voir ce qu´ils sont gagné avec cette campagne même si je reconnais que n'importe quelle tentative d'action contre l'injustice de l'Etat ce n´est jamais peine perdue. Ainsi qu´une action bien intitulée peut provoquer beaucoup de changements et être un encouragement pour l'autodétermination des opprimé-e-s. Le développement du mouvement des réfugié-e-s a montré que notre présence visible fait une grosse différence dans la lutte contre l'isolation et a un impact libérateur sur les personnes opprimées du monde.

Comment vois-tu ça aujourd'hui?
En raison de mes expériences passées, je crois que nous avons besoin de beaucoup plus de tolérance pour mieux comprendre nos différentes positions. On ne peut pas totalement éradiquer les situations de conflit, mais on doit être assez ouvert pour pouvoir exprimer notre critique de telle façon que notre engagement respectif soit au moins respecté. Si la campagne "abolish" avait lieu maintenant, je réagirais autrement. Je considère ça comme une partie du défi au sein du mouvement. Je pense que la phase de préparation du Noborder camp, je veux dire le conflit qui a presque fait vaciller toute la préparation, peut être vu aussi comme un exemple typique. J'ai compris que nous avons tous et toutes des origines différentes, c'est pourquoi nous avons besoin d'une atmosphère constante de tolérance pour nos différents points de vue. Cette tolérance préparerait le chemin vers une meilleure compréhension du fait que nous sommes tous et toutes relié-e-s entre nous dans nos différentes luttes. Nous devons apprendre à développer une culture de l'entente, ce qui me concerne te concerne aussi, et développer une compréhension du pouvoir de lutter ensemble

Mais que fait-on quand les premiers conflits arrivent? Selon toi, comment devraient se dérouler la discussion?
Ce n'est pas simplement une théorie que chaque personne blanche est née dans une idéologie raciste et ainsi socialisée. Tous les aspects de son développement social sont concernés. Être activiste révolutionnaire de gauche ne décharge de rien. La tendance à la supériorité raciste est toujours présente. C'est pourquoi je crois qu'il est toujours important d'y réfléchir de manière très constructive. En tant qu'être humain, nous sommes constamment en phase d'apprentissage, ce qui dure pendant la vie entière pour certaines personnes..

En fin de compte, patience et tolérance sont les clés pour des échanges et discussions constructives, pour mieux se comprendre et corriger certains comportements qui inconsciemment ont des tendances discriminantes. Tu as par exemple inconsciemment agis d'une certaine façon et je me suis sentie outragée de manière raciste ou quelque chose de similaire.

Si je décide de ne pas prendre le temps d'en discuter avec toi car je pense qu'il n'y a pas de justification à ton comportement, alors je ne serais d'aucune aide puisque cette situation se répètera en permanence. En revanche, ma responsabilité est de clarifier, si possible, ces situations. Ca ne doit être en aucun cas une justification pour une quelconque discrimination. Après avoir repensé au concept du "dire STOP" au Noborder camp de 2012, ce concept sert en fin de compte la même hiérarchie que nous voulons combattre. Peut-être que mon avis est influencé par mon propre origin social, car peu importe le traumatisme nous discutons directement des situations d'insultes ou autres problèmes. Dans notre culture, c'est la façon d'apaiser une altercation.

C'est exactement comme perdre une personne: la possibilité d'être en deuil et de pleurer t'aide à surmonter la douleur dans ton coeur. Ne pas pleurer signifierait garder le deuil en toi, ce n'est pas sain. Je veux dire que nous avons besoin de prendre le temps pour clarifier certaines choses, même si cela est horrible en face de grands conflits. Nous ne pouvons pas simplement vivre avec des conflits, nous avons aussi besoin de conflits pour avancer, c'est notre enjeux quotidien. C'est un processus de toute une vie, d'arriver à éradiquer les situations de discrimination, la croyance à la supériorité de races et tout le reste. Ce qui est vraiment important, c'est d'apprendre à vivre ensemble dans le respect. C'est la clé pour surmonter nos conflits et de se considérer comme partenaire afin de modifier le système.

Ok, tout ça a l'air raisonnable et bien pensé. Mais que fais-tu si une personne ne peut pas endurer une telle situation? Comment devrait-on réagir quand un-e réfugié-e ou une femme se sent vraiment rabaissé-e ou même menacé-e par un-e autre activiste?
En ce qui concerne les outrages sexuels, je crois qu'il est possible d'apprendre a dire „non“ dans la situation. J'ai entendu parlé du cas d'un réfugié qui ne savait pas très bien parler anglais. Il a exprimé ses sentiments par sms à une activiste allemande en écrivant "I want to fuck you" (je veux avoir du sexe avec toi). Ca pourrait être pris comme très arrogant et sans respect par certaines personnes. Mais d'avoir une compréhension de la situation, de comprendre qu'il ne s'agit pas du tout d'arrogance mais simplement la manière dont il arrive à exprimer ses sentiments dans une relation, pouvait aider à resoudre cette situation dégénéré dans la personne abordée s´est senti abus.

Homme ou femme, nous devons toujours nous considérer comme des êtres vivants. Nous sommes né-e-s avec des sentiments, qui viennent de notre fort intérieur. De prendre le temps de réfléchir à ces choses permet d'obtenir une meilleure compréhension de la base de nos actions et de réguler nos réactions. Nous devons comprendre les deux points de vue. ⊙

INTERVIEW: **DORETTE FÜHRER**

Manif pendant le camp NoBorder à Lesvos 2009 [Photo: Umbruch Bildarchiv]

“Quand quelque-chose m'énerve, je le dis”

ENTRETIEN AVEC NEWROZ DUMAN (JUGENDLICHE OHNE GRENZEN – JOG)

Newroz, quelles expériences as tu fait en matière de discriminations en travaillant par exemple avec des activistes allemands? Qu'est-ce que tu as difficilement vécu?
Là il faudrait que je réfléchisse longtemps, en fait j'ai fait beaucoup plus d'expériences positives que négatives. Peut-être que je n'ai pas travaillé avec des gens trop difficiles, qui sont eux-mêmes assez convaincus de l'utilité de coopérer. Mais il y a des choses chez moi qui ne changeront jamais, parce que j'ai tout simplement fait d'autres expériences – et toi tu as fait d'autres expériences que moi. Mais on peut quand même les assembler et si on y arrive, on en profitera tout les deux.

Quand j'ai réfléchi à nous deux, en ce qui concerne les situations blessantes, j'ai pensé tout d'abord à des situations ou il s'agissait de „famille“ et de l'importance de la famille. Je pense que des fois nous nous sommes pas mal bousculés là-dessus.
Je ne sais pas s'il s'agit de discrimination mais les questions de famille sont quand même assez importantes pour moi. Quelle valeur a la famille dans ma communauté et ma culture? Faut-il que je mette ça de coté pour que nous puissions mieux travailler ensemble? Les autres peuvent-ils être d'accord avec ce que ça représente pour moi? Quand je dis: «Je fais ça pour ma famille parce qu'à ce moment là je lui accorde plus d'importance qu'à moi-même.» C'est mon choix et j'attends que ce soit respecté. Quelques fois des amis allemands me disent: «Il n'est pas possible. Il faut d'abord que tu penses à toi.» Moi je suis furieuse de ça parce-que je me dis: «C'est ma vie. Laisse-moi donc décider moi-même!» Les amis allemands ne comprennent pas ces relations familiales. Ça me heurte et me rends triste. Ça vient souvent de gens avec qui sinon je m'entends très bien.

Comment tu gères ça?
J'ai pris ma décision à ce sujet et je m'y tiens. Je ne dis pas: «Ferme ton clapet, tu n'as rien à dire là- dessus.» J'essaie d'expliquer pourquoi c'est la meilleure solution pour moi. Ils finissent par se taire mais malheureusement pas parce qu'ils comprennent mais parce qu'ils savent que j'en ai décidé autrement.

Tu est membre de Jugendliche ohne Grenzen (jeunes sans frontières) depuis assez longtemps maintenant. Est-ce que dans les congrès de JOG il y a parfois des problèmes de heurts ou de racisme?

C'est ce qui est beau dans JOG: il y a tant de jeunes de pleins de pays différents. Chez nous il y a aussi des jeunes qui viennent de pays qui ne s'entendent pas très bien ou qui sont en guerre. Souvent on amène avec nous les convictions politiques de nos familles, donc il pourrait facilement y avoir des conflits. Mais il y a rarement des discussions politiques sur la situation dans les pays d'où viennent les gens, ou l'oppression de certaines parties de la population, on parle et on discute plus de la situation ici. C'est seulement maintenant dans cet interview que je remarque qu'on a jamais eu de problème de racisme entre nous ou alors que j'ai tout simplement raté quelque chose. Ça peut quand-même arriver mais peut-être qu'il y a juste beaucoup de choses qu'on ne perçoit pas comme du racisme et qu'on ne veut pas avoir. Ou alors le problème n'existe effectivement pas du tout et ces situations n'arrivent pas, du fait qu'on aborde beaucoup le racisme structurel. À mon avis on a pas forcément besoin d'une polémique la-dessus, on se comprend mutuellement, on s'entend bien et surtout on arrive bien à travailler ensemble. On a fait toutes sortes d'expériences différentes et on en parle beaucoup entre nous. Pour nous les congrès de JOG sont aussi un endroit pour assimiler nos expériences de fuite, ça nous rapproche les uns des autres et de là vient notre puissance.

On avait aussi parlé il n'y a pas longtemps de situations quand des femmes se font harceler par des hommes par exemple aux grands congrès ou camps d'actions et de ce que ça nous fait à chacun. Aux Grenzcamps (camps contre les frontières) passés ou tu n'étais pas encore là, on avait eu beaucoup de discussions sur le rapport entre le racisme et le sexisme. Et ces débats joueront un rôle dans la brochure pour laquelle nous faisons cet interview. Est-ce que tu aimerais dire quelque-chose à ce sujet?

Bon, je dois dire qu'heureusement je n'ai encore jamais connu de situation ou ça m'a trop fatiguée. Peut-être que je n'ai pas encore vraiment rencontré de gens complètement fous et que j'ai juste eu de la chance. Je me fais quand-même assez souvent draguer. Bien sur que ça m'énerve. Mais je pense que si je me comporte de façon claire, il ne se passera rien de grave. Les vrais problèmes commencent quand on hésite, par exemple par peur d'être pris pour quelqu'un de raciste. Je pense qu'il y en a pas mal qui ont peur de poser des limites claires à cause de ça. Et qui du coup ne prennent pas les mesures simples de dire: «Stop. Ne te comporte pas comme ça s'il te plaît. Tu t´approche trop de moi». C'est peut-être aussi à cause de mes regards malfaisants (elle rit) qu'après les gens n'osent plus dire quoi que ce soit. Je pense que les gestes et la mimique jouent aussi un rôle important dans ces cas la. Bon, jusqu'à maintenant je n'ai jamais eu à frapper quelqu'un pour qu'il arrête, par exemple. Si on me demande «Est-ce que tu as un copain?» et que je répond simplement: «Je n'en veux pas et je ne veux pas en parler avec toi», jusqu'à maintenant ils ont tous compris. Si tu t'exprimes clairement, d'après mon expérience, c'est très rare que les gens continuent constamment de te harceler. Ça arrive aussi, évidemment, mais je crois que ce n'est pas très fréquent et qu'en étant claire on peut régler beaucoup de choses sans créer de stress. Quand il y a quelque-chose que je ne veux pas, je peux l'exprimer, que je sois blanche ou non. Moi, je suis quelqu'une, quand quelque-chose m'énerve, je le dis.

Est-ce qu'il y a des situations tellement critiques, que ce soit des discriminations en tant que femme ou de façon raciste, ou tu dirais: fin de la discussion, pas un pas de plus? Et ou tu dirais mon pouvoir de définition commence ici ce qui signifie aussi des possibilités de sanctions?

Fête spontané avec des refugiés liberés à Lesvos/Grèce 2013 [Photo:Welcome2Europe]

Caravane Bamako-Dakar: Projection du film public à Nioro/Mali 2011 [Photo: Leona Goldstein]

Oui, je pense à des situations de l'année passée. Ça a déjà commencé au Camp-No-Border à Cologne. Après il y a eu le Refugee Congress à Munich. J'avais espéré qu'à cette occasion les groupes se rapprocheraient à nouveau plus. Mais à ce moment là j'ai très fortement senti que certaines personnes avaient prévues à l'avance quelque-chose qui allait aboutir à la division. Le groupe de préparation a annoncé clairement comment se sont passées les luttes des réfugiés depuis l'année dernière et comment c'est censé s'organiser maintenant.

Dès le début on nous a annoncé qu'ici seuls les réfugiés étaient censé s'exprimer et pas les autres activistes. Je comprends parfaitement qu'il y ait des activistes qui parlent trop et que du coup certains réfugiés n'osent pas parler , OK là on peut appeler à plus de respect. Mais quand il y a eu une répartition en groupes de «citoyens» et «non citoyens» et que les gens étaient triés en fonction de leurs papiers, là ça m'a suffi. Ceux qui avaient un permis de séjour pour un an et qui sont loin d'avoir les mêmes droits que ceux avec une carte d'identité allemande ont été d'office nommés «citoyens». Je ne me rendais pas vraiment compte de ça et quand on m'a demandé à l'entrée ce que j'avais comme papiers, là j'ai pété les plombs. Je trouve ça impossible. Je suis convaincue qu'on peut travailler avec des gens très différents. Sauf s'il y a des gens qui s'arrogent le droit de décider qui doit fermer la bouche dans quelle situation. Et qui s'arrogent le droit de décider qui est censé faire quoi – les activistes qui ont plus qu'un «Duldung» (tire de tolérance) peuvent alors organiser des lieux de couchage et ce sont seulement les réfugiés sans titre de séjour qui peuvent parler. Il y en avaient des personnes qui étaient implicitement d'accord avec cette position, sinon ils n'auraient pas aidés à organiser.

Mais pour moi la coopération a des limites. J'ai exprimée mon avis à Munich. Ça a été ignoré. Alors je n'ai tout simplement plus voulue participer et suis sortie de l´atelier. Je trouvais que cette forme de sécession n'est pas du tout une bonne chose et je ne participerai pas à ça. Nous étions plusieurs de JOG à être venus et nous avons aussi écrit une prise de position ensemble après ça. Bien sur c'était aussi lié à mon, ou plutôt notre histoire personnelle. Beaucoup d'entre nous ont maintenant un séjour, mais on a vécu tout ça nous-mêmes et trouvé une solution pour sortir de la merde en faisant ensemble quelque-chose contre.

Mais les gens de Munich étaient indifférents de ce que j'ai vécu et de ce que je fais maintenant. J'ai vécu la fuite et une longe période de séjour toléré. Tu as une autre expérience de la vie. Mais tu connais tout ça car tu y est comme moi engagée avec enthousiasme. Si une chose te tient vraiment à cœur, tu arrives aussi à te débrouiller avec d'autres gens et alors on peut se compléter.

Pour finir, est-ce qu'il y a quelque-chose qui n'a pas encore été dit jusqu'à maintenant et que tu aimerais ajouter?

Oui, pour ce qui est du langage: des fois quand je suis à certaines réunions politiques ou congrès, j'ai l'impression de ne pas pouvoir participer au débat, parce que les gens parlent de façon trop complexe. On gaspille plein de temps sur des théories. Il nous faut plus d'espace pour la pratique. J'ai des attentes, des souhaits et des buts et je veux y travailler et changer des choses. Je n'ai rien à tirer de discussions sur certains mots et de débats sur certaines formulations dans des appels à mobilisation. Il est important, pour les grandes réunions, de voir quelles personnes sont là et comment façonner le langage de façon à ce que tout le monde arrive à suivre même en ayant différents fonds d´experiences. Mais depuis que j'arrive à avoir une vue d'ensemble, la mise en réseau et la coopération progressent de plus en plus du moins vu dans ma perspective. Peut-être que les groupes qui s'occupent beaucoup de ça ont un autre regard la-dessus et trouveraient peut-être 125 exemples de discrimination au sein de nos mouvements. Pour moi ce n'est tout simplement pas si important car je fais plutôt l'expérience que parler, ça aide. ⊙

INTERVIEW: **MARION BAYER**

Caravane Bamako-Dakar: Assemblée 2011 [Photo: Leona Goldstein]

“Se rencontrer sans cette différence de niveau est au centre”

ENTRETIEN AVEC RIADH BEN AMMAR (AFRIQUE-EUROPE-INTERACT)

Riadh, il y a des années que tu es venu avec visa de la Tunisie en Allemagne, et tu y es resté après le visa avait expiré. Puis tu as habité pendant quatre ans dans un foyer pour les demandeurs d’asile en Mecklenbourg. Est-ce que tu peux nous raconter, comment s’est développé dans cette situation ton activisme politique?

Je me souviens que les activistes de »NoLager« sont venus chez nous au foyer. D’abord j’étais un peu scéptique, parce que j’ai eu l’imagination que moi, étant un soi-disant »tricheur d«’asile je n’avais pas le droit d’asile. C’est pourquoi des questions m’ont occupé: Est-ce que j’ai le droit de manifester dans la rue? Quels sont les droits que j’ai pour moi? Dans ma position comme Tunisien sans droit d’asile, c’était assez difficile à montrer mon engagement. Au foyer il y avait un groupe du Togo, et ceux-ci ils ont fait plus à cet époque. J’ai accompagné les Togolais pour quitter une fois le foyer. Au

début c'était important: d'être ailleurs le week-end. C'est pourquoi d'abord je n'étais pas un activiste convaincu, mais avec le temps il y avait des choses dans ma vie qui se sont développées. Le moment décisif c'était la chance d'habiter à Rostock en communauté avec des gens qui étaient en train de préparer les protestations contre le sommet du G8. A ce moment j'avais la chance de vivre en ville, dans un appartement tout à fait normal. En plus cet appartement en communauté était pour moi exceptionnel parce que j'y recevais beaucoup d'informations: concernant le capitalisme, la migration … pourquoi je me trouve au foyer (pour les demandeurs d'asile), pour quels raisons je ne suis plus en Tunisie, pourquoi j'avais besoin tant d'années pour recevoir un visa. Cette période c'était pour moi le commencement à voir les choses autrement.

Après le G8 cela continuait, et entre-temps tu travailles régulièrement dans des projets politiques comme le reseau Afrique-Europe-Interact, où tu participes et avec lequel tu es allé à la caravane Bamako-Dakar au début de 2011. Ou par exemple chez boats4people – dans ce cadre tu es allé plusieurs fois en Tunisie. Tu peux nous raconter là-dessus, comment c'était?
Au cours du protestations contre le G8 je me suis occupé beaucoup des relations publiques quant au sujets de »NoLager«, je suis devenu plus conscient de moi-même et j'ai remarqué que aussi pour nous les »tricheurs d'asile« il est important de lutter pour nos droits. Pendant le G8 je suis aussi entré en contact avec d'autres activistes, des activistes internationaux/internationales, et après j'ai continué à m'occuper des sujets d'Afrique/Europe/le régime des frontières. C'est pour cela que je me suis joint à Afrique-Europe-Interact, un réseau qui s'engage pour la liberté de circulation et un développement équitable. C'était une décision importante après avoir reçu mon permis de séjour en 2009. Je me suis demandé: Que veux-tu faire maintenant? Tu as ton permis, tu peux travailler. Mais les choses se sont déroulées autrement pour moi. Aussi la Révolution en Tunisie a joué un rôle pour m'inspirer de m´occuper plus sur le sujet du "border" (la frontière).

Tu as dit que plusieurs années sont passées avant que tu aies reçu le droit de séjour. Etre sans, c'était la discrimination. Est-ce que tu fais expérience de discrimination encore maintenant avec ton permis de séjour assuré?
Aussi dans l'ambiance politique de la société?

Bien sûr, particulièrement avec des activistes allemand-e-s!
D'abord au cours des protestations contre le G8, quand j'ai rencontré pour la première fois des gens d'extrême gauche, là il y en avait – eh bien, au fond que veut dire discrimination?

Pour moi par exemple c'était cette chose avec les vêtements, que portent les gens.

Je me demandais ce que la politique et les vêtements avaient-ils en commun? Moi, je portais des vêtements comme tout le monde – c'est à dire normal, des chaussures chics – une fois au cours d'une réunion quelqu'un a fait une remarque stupide sur mes chaussures. Ça, c'était une sorte de discrimination pour moi. Et moi aussi, quand j'ai vu les activistes de "NoLager" pour la première fois et leurs vêtements, je me suis demandé pourquoi ils sont ainsi différents des autres citoyens en Allemagne – cela m'a irrité.

Et naturellement dans l'administration, là – même si tu parles bien allemand, dans l'adminstraion on te donne l'impression d'être incapable à parler allemand.

Aussi dans le foyer pour les demandeurs d'asile j'ai fait l´expérience de discrimination, là j'étais le seul Tunisien. Dans le grand groupe de Togo on m'appelait toujours »le faux blanc«. Ils rigolaient, mais de temps en temps ça m'a blessé quand-même.

Je te demande encore une fois concernant la discrimination dans l'ambiance politique.Tu coopères dans ton travail politique avec des Allemand-e-spour lesquel-le-s la coopération sur un pied d'égalité est important. Est-ce tu penses que cela fonctionne?
Toujours il était important pour moi de ne pas être organisé uniquement dans les groupes de réfugié-e-s, j'avais pour objectif une organisation mixte. Comme je suis contre les groupes qui se fondent selon la nationalité, la couleur de peau, et qui exclusent les autres. J'aime mieux que le mouvement où je me trouve reste ouvert. Pour moi dans la coopération avec les activistes allemand-e-s il était important d'apprendre la langue allemande, pour surmonter mon isolement. Je n'y aurais pas réussi si je m'avais organisé seulement au foyer pour les demandeurs d'asile. Et je voudrais y ajouter un autre point: Naturellement nous y avons essayé d'organiser quelque chose. Mais c'était difficile pour nous; pas tous y ont participé, et aussi il était difficile à nous motiver nous-même. Je trouve très important le rôle des ceux/celles qui supportent, soit allemand-e, turque ou tunisien-ne.

Mais je me souviens que pendant le processus d'organisation politique en commun tu as été parfois énervé. Par exemple chez boats4people, quand tu avais l'impression qu'on te regardait uniquement comme expert pour la Tunisie. Ou bien en Tunisie au camp des réfugiés à Choucha, lorsque les gens subsaharien-ne-s ne sont intéressé-e-s que pour les activistes blanc-he-s et qui t'ont ignoré comme tu étais Tunisien
Bon, maintenant tu es en train de revenir sur le champs du travail transnational. C'est encore autre chose que le travail ici. Aller avec Afrique-Europe-Interact en Tunisie c'était important pour mon développement politique. Parfois c'était difficile par exemple dans le camp à Choucha.

J'avais l'impression que je n'étais pas pris au sérieux par les réfugié-e-s là-bas mais les blancs/blanches eux si. Aussi les activistes blanc/blanches attirent plus d'attention que moi de la part des activistes tunisien-ne-s. Et moi, j'ai pensé, zut alors, qu'est-ce qu'il y a, est-ce que vous ne me voyez pas? Une fois je me suis entretenu à ce sujet avec un ami turc, comment c'est difficile après que tu as une fois quitté ton pays de s'y engager de nouveau.

Ça rendait difficile les choses parfois, pas à cause de vous, mais à cause de ce »border«. Les gens là-bas ne vous connaissent

pas, et pour ça ils sont curieux. Mais moi, ils me connaissent déjà. Tu sais, là ce n'est pas du racisme, c'est la curiosité.

Ce »border« fait de vous pour ainsi dire des extra-terrestres. The border is the problem! Et ça c'est notre objectif, que les gens peuvent se rencontrer sans cette différence de niveau est au centre, avec ces idées comme »Tu peux m'aider à recevoir un visa?«

est-ce que tu peux répéter ta question?

J'ai demandé si on te pousse toujours vers un certain rôle?

Non, je le fais aussi moi-même. Ça m'a fait toujours peur, les espérances, les attentes des gens avec lesquels je coopérais – est-ce qu'ils restent ou non? Avec les Allemand-e-s en Tunisie je sentais toujours leur attente de voir »action«, ils voudraient voir quelque chose. Mais souvent il n'y avait pas d'action. C'est un processus sur le long terme dans lequel nous nous trouvons.

Et de retour en Allemagne – et non seulement dans le projet de boats4people – est-ce que tu as l'impression qu'il y a des certains étiquettes pour toi?

C'est vrai, pendant quelque temps j'ai eu l'impression, qu'on attendait de moi chez Afrique-Europe-Interact que je fasse des choses sur la Tunisie parce que j'en viens d'origine. Mais moi, je voudrais être avec vous sur un pied d'égalité, je ne voulais pas que vous me regarder de haut. Je ne voulais pas avoir l'impression d'être au premier rang parce que j'étais Tunisien. Je ne veux pas en profiter, et je voudrais aussi que d'autres dans le groupe prennent responsabilité et s'informent sur la Tunisie quand ils veulent y aller. Quand je raconte quelque chose sur la Tunisie je sens beaucoup de responsabilité – parce que c'est toujours mon point de vue sur les choses.

Il y a deux ans qu'il y a eu un campement »NoBorder« à Cologne. On en a beaucoup discuter, que ceux qui sont Person of Colour (des personnes "de couleur") et qui ont fait ici des expériences de discrimination peuvent se servir de la methode du "pouvoir de définition" pour se défendre. Qu'est-ce que tu penses de cette méthode?

Je ne sais pas. Cette idée »le victime est noir, le coupable est blanc« – j'ai des problèmes avec ça. Je ne le vois pas toujours ainsi.

Je pense cette question a plusieurs dimensions. Est-ce que tu te sens parfois blessé?»Discriminé« c'est un grand mot. Mais est-ce que tu as parfois une expérience stupide avec des Allemand-e-s – comme par exemple celle avec les chaussures? Et si oui – est-ce que tu as l'impression les Allemand-e-s te prennent au sérieux avec cela?

Pendant cette action de »NoLager« nous avons discuté souvent là-dessus. Les sujets de sexisme et racisme étaient toujours actuels pendant le tour. Il y avait toujours l'occasion de discuter. J'ai parfois peur que les réfugiés exagèrent pour en profiter. Pour participer au pouvoir et pour obtenir de l'argent. Parfois j'ai cet impression quand des réfugiés disent: »En tout cas ensemble, Riadh. En tout cas sans les Allemand-e-s.« Même si les réfugiés sont entre eux il y aura deux ou trois qui ont plus à dire que d'autres. Eh bien, quelque fois on s'aperçoit que les Allemand-e-s ont plus de possibilités. Parce qu'ils sont d'ici, parce qu'ils connaissent le pays. Pour nous tout est nouveau. Je crois à un développement ensemble. Pour moi c'est important d'apprendre l'un de l'autre dans le contact personnel. Je le trouve important s'il y a un problème de le discuter ensuite. Et j'ai appris que dans le mouvement on est toujours disponible à parler. Le rôle de ceux qui nous supportent est très important: étant nouveau venu il n'y avait pas mal de choses que je n'ai pas compris. Sans les gens de »NoLager« je ne serais pas activiste aujourd'hui.

Est-ce qu'il y a autre chose qui t'a motivé pour être activiste tous ces années?

Quand j'avais enfin après dix ans le droit de séjour j'ai pensé: Est-ce que je devrais travailler maintenant et continuer ma vie comme si rien ne s'était passé?

Il a fallu dix ans pour que je puisse quitter la Tunisie. A l'âge de 17 ans je voulais faire ce voyage, et à l'âge de 27 j'ai reçu enfin le visa. Sorti à l'âge de 27, et puis avec 37 le permis de séjour. J'ai souffert – sans formation professionelle, sans n'importe quoi – de sentir cette oppression: toi-même, tu es responsable de tout. Tu n'as pas réussi, il y a 20 ans. Et pour moi le G8 et le voyage au Mali était très important, voir les expulsé-e-s au désert du Mali, la souffrance des gens, et de rencontrer les Jeunes d'Afrique, qui se sont mis en route – cela m'a beaucoup touché, dans mes propres souvenirs. Ainsi j'ai seulement travaillé pour deux ans dans une maison de retraite médicalisée à Hambourg, comme interimaire, et enfin j'ai pensé: non. Rentré du Mali j'ai décidé d'arrêter ce travail. Je suis retourné à Rostock – comme activiste. Et ça marchait bien, nous avons fait au cours de la campagne »Stop-it« beaucoup de travail de relations publiques, nous sommes allé-e-s dans la rue, nous avons discuté beaucoup: c'était aussi une découverte pour moi. Je ne me suis rendu compte que je savais parler! Ça m'a porté aussi au théâtre.

Aussi la révolution en Tunisie m'a inspiré, et comme avant je suis un activiste convaincu de »NoBorder«, et j'ai continué à aller dans cette région les dernières années – l'Italie du sud, la Tunisie. Et pendant chaque voyage je me suis rendu compte comment il est important que cette frontière dans la Méditerranée disparaisse et que finisse la mort. Moi, je viens d'origine de la côte tunisienne, et il me fais mal voir les Jeunes, qui simplement voudraient voir autre chose, se meurent chemin faisant. Je pense toujours que moi aussi, si je n'avais pas reçu le visa j'aurais pris le bateau. Et je trouve cela injuste: je ne voulais pas aller en Europe pour trouver du travail. J'ai voulu aller en Europe pour sortir tout simplement.. ⊙

INTERVIEW: **CHRISTOPH ARNDT**

Caravane Bamako-Dakar: Manif à Nioro/Mali 2011 [Photo: Jasmin Alt]

„Notre but est de construire un bloc"

INTERVIEW AVEC ALASSANE DICKO DE BAMAKO (ASSOCIATION MALIENNE DES EXPULSÉS/AME)

Alassane tu as été plusieurs fois en Europe, surtout en France et Allemagne. Quelles expériences as-tu fait dans la coopération non seulement avec les représentants d'ONG mais également avec les mouvements sociales? Est-ce que tu as été confronté avec la discrimination, le comportement insensible ou les préjugés racistes?

Je dois dire que cette réflexion a été au centre de mes observations aux débuts de mes déplacements en Europe pour comprendre les attitudes des partenaires ONG et des amis de lutte au sein des activistes. Je ne suis pas parti avec des idées préconçues mais je portais beaucoup d'attentions aux gestes et paroles des personnes rencontrées. Avec les ONG on reste toujours dans le cadre du travail, les choses sont bien comprises d'avance et c'est comme dans toute relation à caractère administrative. Dans le mouvement social je dirais que c'est plus décontracté et qu'il y toujours des découvertes qui alimentent les réflexions. Néanmoins j'ai constaté des différences culturelles dans les façons de faire certaines choses et des contraintes comme dans la gestion de temps mais pas d'attitudes portant sur les préjugés racistes.

Ce sonne assez diplomatique...

...alors, en fait je n'ai pas fait des expériences qui pourraient être décrit comme la discrimination ou le racisme. J'en aurai parlé à coup sûr. .

..... d'accord, je l'ai compris. Mais peut-être nous ne devrions pas référer trop fort aux grands termes comme la discrimination ou le racisme. Parce qu'il s'agit plus ou moins de nuances subtiles, particulièrement entres les gens qui sont relativement proches au niveau personnel et sur le plan politique.

En termes d'exemples je peux donner la toute première en Allemagne en 2009 lorsque je suis allé dans le bureau d'une ONG partenaire. Seule une personne me connaissait et j'ai été bien accueillie par tous. Mais lorsque le chargé de communication m'a été présenté j'ai remarqué son embarras qui prenait la forme de doute et après il m'a fait venir dans une pièce à part pour discuter. En ce moment il m'a fait un test de langage

me demandant de faire une „présentation" improvisée sur un sujet quelconque. Il voulait être sûr que je comprends anglais et que je suis à la hauteur des taches à venir. Parce que le soir- même nous devrions animer une conférence devant les donateurs de l'organisation. Jusqu'à aujourd'hui je me demande ce qui lui fait douter „a vu d'œil" mes capacités alors qu'il connaissait mes écrits. A la réflexion je pense que c'est parce que je viens d'un pays Francophone. Du côté des mouvements sociaux, j'ai vécu la gentillesse extrême ou des relations dans lesquelles le moment partagé ensemble consomme tout et après il n'y a pas de points de connexions pour avancer. De ce fait, je ne comprends pas si ma présence est juste une diversité de plus ou si c'est la lutte que je mène qui est partagée. Notre but est de construire un bloc mais pas de mettre ensemble des multiples initiatives pour démontrer que chacun fait quelque chose. Donc malgré les affinités militantes, les gens restent cloisonnés dans leurs réalités. La plupart préfère des pays moins dures, pas trop loin et dont le public peut s'intéresser. Très souvent on me dit: au Mali il fait très chaud, il y a la pauvreté, etc. Ce n'est pas de la discrimination, mais je constate qu'il y des choix qui vont de la couleur au lieu géographique.

Encore une caractérisation très diplomatique? Car il serait possible aussi de décrire les décisions détaillées par toi comme l'indifférence cynique ou comme la mise à contribution des privilèges pour se masquer des réalités le monde extérieur.
C'est vrai ! Il est difficile donc d'élargir les discussions parce qu'il y toujours cette notion des réalités différentes et des contextes différentes qui me semble être un mur subjectif. On ne peut pas combattre aujourd'hui le capitalisme ou le néo- colonialisme sans s'ouvrir aux impacts de ses agissements boursiers au fond du désert ou dans les hameaux des villages. Je perçois souvent la tendance comme une „méconnaissance" des réalités ou de la marche du monde mais cette observation veut dire que finalement on ne veut pas" aller plus en profondeur des choses "ou ne pas" se projeter trop loin de sa réalité...".

Et qu'est-ce que tu penses de la coopération qui déjà existe – par exemple dans le cadre du réseau Afrique-Europe-Interact? Crois-tu qu'il sera possible d'établir à long terme des relations d'égalité entre les activist-e-s d'Afrique et de l'Europe – même si les conditions de vie sont extrêmement différentes?
Des ponts ont été établis et je crois que les activistes Européens appréhendent mieux les problématiques actuelles pour relier les effets des choix politiques en Occident aux causes structurelles des migrations en Afrique. A long terme les activistes Européens vont relativiser les différences de réalités parce que les contacts se poursuivent avec divers groupes et les rencontres sont fréquentes pour cimenter la réflexion commune de „comment porter les luttes". Les individus se familiarisent progressivement avec les aspects locaux du capitalisme et remontent les chaines du profit et de la création des richesses jusque dans leur environnement de vie de part et d'autre. L'égalité n'est pas matérielle mais plutôt morale, parce que de toute façon les conditions de vie ne sont pas pareilles. Les activistes ont besoin de mieux se connaitre pour transcender l'imagerie exotique du soutien aux luttes du tiers-monde. Dans ce sens je dirais que du côté du Afrique-Europe-Interact les échanges sont équitables parce qu'on tient compte des suggestions et des mécanismes de part et d'autre; en cas d'appui financier nous restons totalement indépendant sur la conduite des activités et sur les orientations politiques. Je peux dire que nous avons acquis l'approche participative et la prise de décision collective.

Pour revenir à la discrimination: Si tu éprouvais quelque chose comme ça, comment réagirais-tu?
Comme je l'ai dis, je n'ai pas encore été victime d'un tel agissement mais je ne peux pas comprendre qu'un activiste soit discriminatoire envers un autre ; soit par la couleur de peau, sa corpulence ou une autre singularité. Et je ne pense pas pouvoir me taire si je rencontre une situation de ce type personnellement ou pour un autre.

Quelles stratégies sociales avez- vous au Mali pour traiter des problèmes pareils?
Nous avons le droit d'aînesse qui permet de trouver rapidement un médiateur impartial pour traiter le problème à la base. Ensuite on peut faire appel à une personne ressource extérieure du mouvement pour ramener les deux bords à la compréhension. Si ça ne marche pas alors on doit considérer lequel des deux reste inflexible et c'est ce groupe qui ne sera plus invité, ni informé par les autres sur les activités militantes et aucun regroupement n'ira à ses activités.

Est-ce que vous avez des solutions qui contiennent des éléments comme la prière pour le pardon?
Oui en cas d'offense grave ou humiliante et si l'auteur reconnait son erreur, alors on va procéder à une cérémonie de pardon symbolique pour apaiser l'atmosphère dans le groupe et purifier l'environnement social. Parce que derrière les antagonistes, il y a des gens qui peuvent utiliser l'incident à d'autres niveaux. La cérémonie ferme une ancienne page dans laquelle tous les concernés se débarrassent des rancœurs. ⊙

INTERVIEW: **OLAF BERNAU**

Pour en savoir plus

Pour tous les thèmes mentionneés dans cette brochure il y a des montagnes des textes et livres de la perspective des mouvements politiques, des sciences et des ouvrages litterai-res:

● Organisation mixte

Pour nous l'organisiation mixte signifie essentiellement l'intervention pratique. Pour cela nous voudrions exclusivement faire attention aux sites web des reseaux dans lesquelles nous sommes particulièrement actives:

Welcome to Europe

→ http://infomobile.w2eu.net

Guide web pour des refugies et migrant-e-s:

→ http://w2eu.info

Afrique-Europe-Interact

→ www.afrique-europe-interact.ne

Watchthemed

→ http://www.watchthemed.net

● Pouvoir de definition

Sur le site web „Antisexistische Praxis in der Kritik (critique de la pratique antisexiste (→ http://kritikderpraxis.blogsport.de) il se trouve sous la categorie „ weiterlesen: links!“ probablement la plus grande collection des textes et des references aux discussi-ons sur le sujet du „pouvoir de la definition“ qui ont eu lieu depuis les années 1990.

Nous voulon faire référence à le site web „Transformative Hilfe (aide transformationelle) aussi en contenant en allemand et anglais le texte extremmement inspirant: „Gedanken über gemeinschaftliche Hilfe in Fällen intimer Gewalt (pensées concernant l´aide col-lective dans des cas de la violence intime). Finalement le texte d'evaluation de la groupe de consultation pendant le 6e camp „NoBorder“ à Cologne et les jours d'action NoLager à Fürth (2003) peut être simplement trouvé dans le web par google sous le titre: „An-sprechgruppe für sexualisierte Übergriffe: Zwischen Parteilichkeit und Täterkonfrontati-on“ // Groupe de consultation en cas des abus sexualisés: Entre partialité et confrontation du traiteur (certains d'entre nous ont participé à la rédaction de ce texte).

● Critical Whiteness (critique de la blanchite):

Une introduction extraordinaire est presenté dans l´article Wikipedia avec le même nom – avec des references nombreuses aux notes bibliographiques inclus. Un autre soutien egalement bien pour s'informer sur ce sujet c'est l'edition special sur critical whiteness du journal mensuel „analyse & kritik“ qui a été publié en automne 2013:

→ http://www.akweb.de

En Allemagne le concept du „Critical Whiteness“ a été discuté en détail et pour la première fois pendant la conférence „cross-over“ au début 2002 á Brême – inspiré par des expériences pendant le 3e et le 4e „Grenzcamp“ (camp d´action contre les frontières). La brochure avec une varieté des articles sur des thèmes de chevauchement très differentes (comme par exem-ple le chevauchement du sexisme et du racisme) est disponible ici en allemand et anglais

→ http://www.summercamp.squat.net/reader.german.pdf +

→ http://www.summercamp.squat.net/reader.english.pdf

La taule des refugiés „Pagani“ à Lesvos/Grèce: La resistance en haut et de l´interieur pendant le camp NoBorder 2009 [Photo: Umbruch Bildarchiv]